

IMPACT BUSINESS

LE MAGAZINE DES ECONOMIES AFRICAINES

www.mag-impactbusiness.com

N°009 Avril - Mai 2026



Top 26 des banques africaines

CÔTE D'IVOIRE

Téné Birahima Ouattara
«Homme de l'année 2025»





Créée par le décret n°97-228 du 16 avril 1997, la SODEXAM est responsable de la gestion, de l'exploitation et du développement des aéroports, de la météorologie et des activités aéronautiques en Côte d'Ivoire. A ce titre, elle est chargée de toutes les opérations industrielles, commerciales, mobilières, immobilières et financières permettant de **développer 8 aéroports et 14 stations météorologiques** de l'intérieur du pays et/ou se rattachant directement ou indirectement à son activité. Et ce à travers : la mise en œuvre de la réglementation relative à l'aviation civile et à la météorologie dans les domaines d'activités ci-après :

la navigation aérienne

la médecine aéronautique et aéroportuaire

la météorologie et les secteurs y afférents(ex:agrométéorologie, hydrologie, changement climatique, etc)

le suivi et le contrôle des concessions d'aéroports

la sûreté et facilitation aéroportuaire

Les Grandes réalisations Aéroports



Aéroport de Korhogo



Aéroport de San Pedro



Nos Stations météo

Abidjan	Korhogo
Adiaké	Man
Bouaké	Odienné
Bondoukou	San Pedro
Daloa	Sassandra
Dimbokro	Tabou
Gagnoa	Yamoussoukro

Nos Aéroports

Bouaké	Korhogo	San Pedro	Sassandra
Man	Odienné	Tabou	Yamoussoukro

Médecine Aéronautique et Aéroportuaire



Radiologie

Ophthalmologie

Psychiatrie

Otorhinolaryngologie

Kinésithérapie

Laboratoire

Cardiologie

Expertise médicale

Météorologie

Les Projets **VIGILIMM** et **SPAP-PARU** sont déployés concomitamment entre 2024 et 2027 et Ils vont permettre de renforcer les capacités des acteurs institutionnels de la chaîne d'alerte précoce. Les deux projets sont complémentaires et ont une seule et même finalité, celle d'améliorer la résilience de la population et de l'économie ivoirienne aux événements météorologiques et climatiques.

C'est un projet de construction du 1er centre régional en Afrique subsaharienne francophone pour la vigilance, les alertes et un centre de maintenance comprenant:

•La fourniture et l'installation d'équipements d'observation météorologique comprenant 30 stations météorologiques;

•La fourniture, l'installation et la réception de systèmes d'informations météorologiques, système de prévision et d'utilisation améliorée de modèles de prévisions météorologiques et climatiques;

*Développement d'applications dédiées à la fourniture de services agro-météo et aux alertes aux inondations.



Depuis le 3 juin, la SODEXAM a lancé sa politique RSE et ESG, dans l'optique d'affirmer son engagement responsable dans le secteur aéroportuaire, aéronautique et météorologique en Côte d'Ivoire, la SODEXAM a entrepris depuis 2022, sa démarche de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE).

COMPUTEC, VOTRE PARTENAIRE DE CONFIANCE POUR UNE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE RÉUSSIE ET DURABLE



ARCHITECTE D'ÉCOSYSTÈMES PUBLICS
NUMÉRIQUES EN AFRIQUE

Tél: +225 27 22 528 300 / 07 57 62 48 30 / Fax: +225 27 22 528 219 / Email: mail@computeec.ci


 Computeec Côte d'Ivoire

 [Computeec ci](mailto:mail@computeec.ci)

 www.computeec.ci

 Computeec

 [Computeec TV](#)

 [Computeec civ](#)

Sommaire



Mauritanie : Le pays obtient de la BID deux financements de 116,6 millions d'euros



Burkina Faso : 750 milliards FCFA de la BOAD pour le plan RELANCE



Responsabilité sociale des entreprises : MINDO CONSULTANTS dédie tout un semestre au développement durable

05 Éditorial

06 En brèves

Développement

09 Côte d'Ivoire : Téné Birahima Ouattara « Homme de l'année 2025 »

12 Croissance et réduction du déficit : La Côte d'Ivoire rassure les marchés

14 Rationalisation du secteur parapublic au Sénégal : L'État stratège en marche...

19 Guerre au Moyen-Orient : L'Afrique face au risque d'un nouveau choc pétrolier

Tableau de Bord

31 L'Afrique a-t-elle besoin de révolutionnaires ou de gestionnaires ?

Champions du mois

33 MAMADOU LAMINE GUËYE, Le roi ouest-africain de la logistique

Classement

35 **Capitaux** : Top 26 des banques africaines

Mines et Industrie

42 Mali : Duel au Sommet pour l'Or de la transition

L'oeil du Spécialiste de la Gouvernance

44 L'Éthique des Affaires : Bouclier contre la fraude et moteur de la croissance africaine

Dossier

47 Afrique de l'Ouest et Centrale : Transformer pour créer de la valeur, les défis des filières d'exportation

65 Togo : Phosphate, défis d'une transformation locale

Banque et Finances

68 Financement des PME : Proparco octroie une garantie ARIZ à NSIA Banque Bénin

Tech/Communication/Médias

74 Cybersécurité en Afrique : L'angle mort de la transformation numérique

Agriculture

76 Production cotonnière : Le Top 5 en Afrique

Zone Franche

78 S'unir pour construire...

DIRECTION

Président Directeur Général
Léon Anjorin KBOUDE

Directeur du Développement
Conseiller Spécial de l'éditeur, Contributeur
Noël YAO

Directrice Commerciale - Stratégie & Relations Clients
Séphora Laurie ADOMOU

RÉDACTION

Directeur de la Publication
Mamadou Lamine DIATTA

Directeur des Rédactions, Chargé des Suppléments
Josué Blaise MBANGA KACK

Directeur Éditorial
Eric CHINJE

Conseiller Editorial

Jean Victor NKOLO

Rédactrice en Chef
Ronie Floride AGAMMA

Secrétaire de Rédaction
Jesdias LIKPETE

Direction artistique / Maquette
Isidore Cossi AZA

IMPACT BUSINESS est édité

par
MINDO CONSULTANTS,
imprimé à 10.000
exemplaires

Tél : 00229 0197304383
Whatsapp : 0033 651154655
Maro militaire, rue 203,
proche Bâtimat, Cotonou



Faire de l'Afrique une usine à ciel ouvert...

Plus de soixante années après les indépendances, l'Afrique, que plusieurs prospectivistes présentent comme l'avenir du monde, reste avant tout un immense réservoir de matières premières. La transformation massive des ressources naturelles, on ne connaît pas. Autant dire que le continent est sous-industrialisé. Le cacao ivoirien est transformé en chocolat par des usines européennes, avec pour le pays ouest-africain un faible ratio de 3 % pour les produits chocolatés finis. Idem pour l'uranium du Niger, que le régime militaire a décidé de mettre en concurrence sur le marché international après des décennies d'exploitation quasi exclusive au profit de la France, qui le transforme et l'utilise principalement pour alimenter son parc nucléaire et son réseau électrique.

Une situation qui accentue la pauvreté, que le regretté président sénégalais Léopold Sédar Senghor qualifiait, de manière triviale, de détérioration des termes de l'échange. L'Afrique est contrainte d'exporter ses produits bruts à des prix constamment revus à la baisse, tandis que les coûts des importations connaissent une flambée continue. Résultat: le continent reste un immense souk. Les prix des produits primaires exportés chutent, tandis que ceux des produits manufacturés augmentent.

On comprend dès lors les causes du démantèlement de l'industrie textile dans plusieurs pays du continent, sous l'effet des arrivées massives d'étoffes et de tissus chinois, entre autres, qui ont inondé les marchés. À la clé : des pertes massives d'emplois, de valeur ajoutée et d'espoirs.

Aujourd'hui, les statistiques font froid dans le dos. La part de l'Afrique dans la production manufacturière mondiale reste inférieure à 2 %. Un déficit criant qui maintient le continent à la périphérie de ce qui se fait de mieux dans le secteur secondaire, notamment en Europe et en Asie du Sud-Est, deux régions où l'on observe, en revanche, une forte progression des exportations industrielles.

Pour autant, le défi est connu et désormais intégré dans les esprits : faire du continent une usine à ciel ouvert, à l'image de la Chine, longtemps présentée comme « l'atelier du monde ». L'Empire du Milieu a d'ailleurs franchi une étape supplémentaire en devenant une puissance globale, au point de rivaliser avec

le géant américain pour le statut enviable de première économie mondiale. Voilà les enjeux de l'heure. Dès 2015, Akinwumi Adesina, alors président de la BAD, avait proposé cinq grandes priorités, avec un accent particulier sur :

- Industrialiser l'Afrique
- Éclairer l'Afrique et lui fournir de l'électricité
- Nourrir l'Afrique
- Intégrer l'Afrique
- Améliorer la qualité de vie des Africains

Ces « High 5 » stratégiques, érigés en priorités absolues, ont directement bénéficié à plus de 565 millions d'Africains, selon les statistiques de la BAD.

Par ailleurs, le continent dispose d'un potentiel énergétique considérable. Pourtant, des millions de personnes restent privées d'électricité. Le constat clinique de l'ancien patron de la BAD demeure d'une grande clairvoyance : « Nous ne pourrions jamais nous industrialiser dans l'obscurité et nos enfants ne sauraient être compétitifs dans un monde obscur. » Une manière subtile de souligner l'urgence d'articuler disponibilité continue de l'énergie et stratégies innovantes d'industrialisation.

Le continent n'a pas le choix : s'industrialiser pour suivre la marche du monde, ou disparaître.

Pourtant, un vent nouveau, semblable à un alizé, souffle actuellement sur le terrain encore largement vierge du secteur secondaire. L'année 2025 a marqué un tournant significatif. Après des décennies dominées par les industries extractives et l'exportation tous azimuts de matières premières, l'Afrique s'oriente résolument vers une industrialisation d'un type nouveau. Le secteur manufacturier, qui représentait 13 % du PIB, pourrait atteindre près de 20 % d'ici 2043. Une évolution susceptible de redessiner le visage économique du continent, avec des perspectives plus prometteuses. À la clé, la création potentielle de près de 35 millions d'emplois.

Des pays comme le Rwanda, le Ghana, l'Éthiopie et le Sénégal avancent à grands pas, portés par d'importants investissements, la mise en place de zones économiques dédiées à l'exportation et l'instauration d'environnements réglementaires attractifs pour les investisseurs étrangers.

Afrique de l'Ouest

Trois groupes s'unissent pour dynamiser l'immobilier africain



À Cotonou, trois groupes ouest-africains ont scellé un partenariat stratégique pour accélérer le développement immobilier sur le continent. Sablux, SUNU et Excellis Invest Group (ex-Coris Invest) unissent leurs expertises respectives (immobilière, assurantielle et financière) afin de répondre au déficit estimé à plus de 50 millions de logements en Afrique subsaharienne. Signé en présence de plusieurs personnalités, dont le ministre béninois du Cadre de vie José Tonato, l'accord ambitionne de créer un écosystème intégré capable de structurer des projets d'envergure et de renforcer l'intégration régionale. Dans la foulée, Sablux a officialisé le lancement de sa filiale béninoise et de son premier projet, SIKa, un complexe immobilier mixte haut de gamme. Déjà actif dans plusieurs pays, le groupe franchit ainsi le cap des 100 programmes immobiliers en Afrique de l'Ouest, consolidant sa position de leader régional.

Sénégal

El Hadji Amar Kébé prend la tête de la Fédération des assureurs

À l'issue de l'assemblée générale du 5 mars 2026, El Hadji Amar Kébé a été élu président de la Fédération Sénégalaise des Sociétés d'Assurances (FSSA), marquant une nouvelle étape dans son parcours. Déjà directeur général de AXA Sénégal depuis 2023, il cumule désormais des responsabilités clés dans le secteur.

Formé entre l'Afrique et l'Europe, notamment à l'Université Cheikh-Anta-Diop, à HEC Paris et à l'Université Paris Dauphine-PSL, il incarne une nouvelle génération de dirigeants africains.

Entré chez AXA Sénégal en 2000, El Hadji Amar Kébé y a gravi les échelons pendant

plus de vingt ans, occupant des postes stratégiques.

À la tête de la FSSA, il ambitionne désormais de dynamiser le secteur de l'assurance et de soutenir son développement dans l'économie sénégalaise.



Intégration économique en Afrique de l'Ouest

L'UMOA valide le plan stratégique 2026-2030 «Djoliba la suite»

Le Conseil des ministres de l'UMOA a adopté, le 27 mars à Dakar, le plan stratégique 2026-2030 de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), baptisé « Djoliba la suite ». Ce programme vise à consolider les acquis du précédent cycle (2021-2025) et à accélérer le développement équilibré des États membres. Selon le président du Conseil, Aboubakar Nacanabo, ce nouveau plan s'inscrit dans la continuité des efforts d'intégration économique régionale. Le programme précédent a permis de mobiliser près de 2 900 milliards de francs CFA sur un objectif de 3 300 milliards. Les ministres ont

également adopté des stratégies en faveur du secteur privé et du dialogue public-privé pour la période 2025-2030, afin d'améliorer le climat des affaires. Ces décisions traduisent la volonté de renforcer la stabilité économique et la résilience des économies de l'Union, tout en s'inscrivant dans la dynamique de la Zone de libre-échange continentale africaine.





Filière cacao en Côte d'Ivoire

Vers la fin des paiements en espèces pour les producteurs

La Côte d'Ivoire s'engage dans une réforme majeure de sa filière cacao. À partir de septembre 2026, les paiements aux producteurs se feront exclusivement via une carte dédiée, une mesure annoncée à Abidjan par Koné Brahim Yves, directeur général du Conseil du café-cacao, dans le cadre de la normalisation des ventes sur l'ensemble du territoire.

► Par Ambroise AMETOWONA

Présentée lors d'une conférence de presse animée par le ministre de l'Agriculture, Bruno Nabagné Koné, cette réforme s'inscrit dans un contexte de stabilisation progressive du secteur. Les autorités ont par ailleurs fixé le prix d'achat du cacao à 1200 FCFA/kg pour la campagne intermédiaire 2025-2026.

Selon le directeur général du Conseil du café-cacao, la situation des stocks, qui suscitait des inquiétudes ces derniers mois, est désormais maîtrisée. « S'il y avait un stock, tout est totalement évacué. Il reste seulement les embarquements », a-t-il assuré, évoquant un retour à la normale dans la commercialisation. « Il n'y a plus, au niveau de

nos producteurs, un stock que l'on peut qualifier d'inventu », a-t-il ajouté.

Au-delà de cette normalisation, la réforme introduit un changement majeur dans les modalités de paiement. Désormais, les transactions en espèces seront proscrites au profit d'un système digitalisé basé sur la carte du producteur. « Aucun cacao ne sera acheté en manipulant la monnaie. Tout sera acheté à l'aide de la carte du producteur pour éviter que le planteur ne soit grugé », a précisé Koné Brahim Yves.

Cette décision intervient après des difficultés observées au cours de la campagne, marquée par des tensions de trésorerie ayant entraîné des retards de paiement et, dans certains cas,

des achats en dessous du prix officiel. Le recours à la carte vise ainsi à renforcer la traçabilité des transactions, sécuriser les revenus des planteurs et garantir le respect du prix fixé par l'État.

Les autorités appellent désormais les producteurs à se conformer à cette nouvelle exigence. « Celui qui n'a pas sa carte ne pourra pas vendre son cacao », a prévenu le directeur général, insistant sur l'implication des industriels et des broyeurs dans la mise en œuvre du dispositif.

À travers cette réforme, la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, entend moderniser sa filière et instaurer des mécanismes plus transparents, dans un secteur clé de son économie.



PORTEO

GROUP

Pour l'Afrique de demain

PORTEO est un groupe panafricain né en Côte d'Ivoire, engagé dans la construction d'infrastructures stratégiques qui transforment durablement les territoires. Présent dans sept pays, nous maîtrisons toute la chaîne de valeur, du sol à la solution. Nous accompagnons l'émergence d'une Afrique souveraine, connectée et résiliente.

www.porteo-group.com





Téné Birahima Ouattara (au milieu) distingué "Homme de l'année 2025"

Côte d'Ivoire

Téné Birahima Ouattara « Homme de l'année 2025 »

Désigné « Homme de l'année 2025 » en Côte d'Ivoire, le vice-Premier ministre ivoirien chargé de la Défense, Téné Birahima Ouattara, a reçu le 19 février 2026 sa distinction décernée par l'ONG Balle à Terre.

► Par Ambroise AMETOWONA

La distinction « Homme de l'année » récompense des personnalités dont l'action a contribué de manière significative au rayonnement, à la stabilité et au développement de la Côte d'Ivoire. Selon les orga-

nisateurs, cette reconnaissance repose sur une consultation menée auprès d'un échantillon représentatif d'acteurs de la société civile, de professionnels des médias, d'analystes et de citoyens. Les résultats du sondage placent largement en tête

l'action du vice-Premier ministre chargé de la Défense en faveur de la sécurité et de la stabilité nationale.

Dans un contexte régional marqué par de nombreux défis sécuritaires, l'ONG Balle à Terre souligne le rôle joué par

le vice-Premier ministre ivoirien dans le renforcement des capacités des Forces armées de Côte d'Ivoire, la consolidation de la stabilité intérieure et la préservation de l'intégrité territoriale. Son engagement en faveur d'une armée « professionnelle, moderne et républicaine » aurait contribué à renforcer la confiance des populations et à affirmer l'autorité de l'État.

Le président de l'organisation, Frédéric Konan, insiste sur les critères qui ont guidé ce choix. « Nous avons voulu honorer un homme dont l'engagement constant, la rigueur et le sens élevé du devoir contribuent à renforcer la stabilité et la crédibilité des institutions ivoiriennes », a-t-il déclaré. Selon lui, l'évaluation a pris en compte l'impact des actions menées, le leadership, l'intégrité et la contribution à la consolidation de la paix.

En recevant cette distinction, Téné Birahima Ouattara dit l'accueillir « avec émotion et humilité ». Il a tenu à en partager le mérite avec les personnels des forces de défense qui assurent au quotidien l'intégrité du territoire. « Je dédie cette distinction à nos hommes et femmes en uniforme qui œuvrent chaque jour, parfois au prix du sacrifice suprême, pour protéger notre pays », a-t-il déclaré, saluant l'engagement des Forces de défense et de sécurité qu'il considère comme le socle de la stabilité nationale.

Une contribution au renforcement de la cohésion nationale

Le vice-Premier ministre ivoirien a exprimé sa reconnaissance à ses collaborateurs pour « leur engagement loyal », soulignant l'importance du travail collectif

dans la conduite des missions régaliennes de l'État. Il a par ailleurs adressé ses remerciements au président de la République et chef suprême des Armées, Alassane Ouattara, ainsi qu'au vice-président et au Premier ministre, pour la confiance et le soutien accordés dans la mise en œuvre de la politique de défense et de sécurité.

Au-delà de la dimension sécuritaire, le sondage a mis en avant son leadership politique, sa capacité de rassemblement et sa contribution au renforcement de la cohésion nationale. Les répondants ont notamment salué son implication dans la promo-

tion du développement local, de la culture et du patrimoine, ainsi que son attention aux enjeux citoyens et environnementaux.

Pour l'ONG Balle à Terre, l'ensemble de ces éléments explique pourquoi Téné Birahima Ouattara s'est imposé comme la personnalité ayant marqué de manière significative l'année 2025 en Côte d'Ivoire. Une distinction qui, selon ses propres mots, dépasse le cadre d'une reconnaissance individuelle pour devenir un hommage à tous ceux qui œuvrent quotidiennement à la sécurité et à la stabilité de la nation.



La discrétion au service de l'action



Dans l'entourage de Téné Birahima Ouattara, une chose revient souvent : sa discrétion. L'homme n'est pas de ceux qui recherchent la lumière. Ceux qui le connaissent depuis longtemps décrivent plutôt une personnalité réservée, parfois même effacée, davantage tournée vers l'efficacité du travail que vers l'exposition publique.

Ce trait de caractère n'a pourtant jamais freiné son influence dans les milieux professionnels où il a évolué. Au début des années 1990, alors qu'il entame sa carrière bancaire à la Banque Atlantique comme délégué général, il s'impose rapidement comme une pièce maîtresse de l'institution. Supervisant les services opérationnels, il devient l'un des principaux animateurs de la banque. Ses collègues se souviennent d'un responsable à la fois méthodique, exigeant et profondément attaché au travail collectif.

Son leadership se révèle lors de projets structurants pour l'établissement, comme l'intégration des activités de Barclays Bank reprises ensuite sous l'enseigne Kobasi. Un chantier complexe qu'il pilote avec une combinaison de rigueur technique et de sens stratégique, qualités qui marquent durablement les équipes.

C'est dans des épisodes moins visibles que se révèle le mieux le tempérament Téné Birahima

Ouattara. Un ancien collaborateur raconte ainsi l'enquête interne qu'il mena au sein de la banque après avoir soupçonné un détournement de fonds. Pendant plusieurs mois, M. Ouattara conduit un travail discret et minutieux avec une petite équipe. L'enquête finit par mettre au jour un système sophistiqué par lequel un cadre prélevait de petites sommes sur les comptes de clients aisés. Accumulés, ces prélèvements représentaient plus de 700 millions de francs transférés vers un autre établissement. Une investigation patiente, presque d'orfèvre, qui illustre sa rigueur et sa pugnacité. Ceux qui ont travaillé à ses côtés évoquent volontiers un homme studieux, obstiné et méticuleux, mais aussi loyal dans ses relations humaines. Derrière le professionnel exigeant se trouve, disent-ils, un collaborateur au commerce simple et agréable, attaché à la fidélité des liens. Son parcours, qui l'a conduit de la banque à de hautes responsabilités publiques en Côte d'Ivoire, apparaît, pour beaucoup, comme la suite logique d'une trajectoire construite dans la discrétion, le travail et une certaine idée du devoir.

Par J.L.



Adama Coulibaly, Ministre ivoirien de l'Economie, des Finances et du Budget

Croissance et réduction du déficit

La Côte d'Ivoire rassure les marchés

Portée par une demande exceptionnelle des investisseurs et par des fondamentaux économiques solides, l'État ivoirien a réussi, mercredi 18 février 2026, à lever sur les marchés obligataires internationaux un montant de 1,3 milliard de dollars, à des conditions qualifiées d'historiques.

► Par Ronie Floride AGAMMA

La Côte d'Ivoire a, une fois de plus, confirmé la confiance des investisseurs dans la solidité de son économie. Elle a mené avec succès une nouvelle émission obligataire sur les marchés internationaux, levant 1,3 milliard de dollars à une maturité de 15 ans. Avec la participation de près de 270 investisseurs de

premier plan, l'opération a généré un livre d'ordres record de 6,3 milliards de dollars, soit environ cinq fois le montant proposé. Le taux d'intérêt de cette opération ressort à 5,39 %, après conversion en euros. Selon le ministère ivoirien de l'Économie et des Finances, dans un communiqué, il s'agit du coût de financement le plus bas en-

registré par la Côte d'Ivoire sur une émission d'Eurobond, et plus largement en Afrique subsaharienne, au cours des cinq dernières années. Un autre motif de satisfaction pour l'État ivoirien concerne le taux de l'émission qui a bénéficié, au cours de la journée, d'un resserrement historique d'environ 63 points de base, sous l'effet

du fort engouement des investisseurs, avec à la clé une prime de nouvelle émission négative de 25 points de base. D'après le communiqué, il s'agit de « la meilleure performance observée récemment sur les marchés émergents, toutes géographies confondues ».

Une rassurante stabilité macroéconomique

Ce succès confirme la solidité de l'économie ivoirienne et s'inscrit dans le prolongement des récentes améliorations enregistrées dans les évaluations des agences de notation, rapprochant la Côte d'Ivoire de la catégorie « Investment Grade ». Cette catégorie est généralement réservée aux pays considérés comme présentant un risque de crédit modéré pour les investisseurs.

Cette progression reflète des performances macroéconomiques soutenues. L'économie ivoirienne a, en effet, enregistré une croissance de 6,5 % en 2025, avec une prévision de 6,7 % en 2026. Parallèlement, les finances publiques se sont consolidées de sorte que le déficit budgétaire est passé de 4 % du PIB en 2024 à 3 % en 2025. Fort de cette discipline budgétaire, le ministère de l'Économie et des Finances anticipe une réduction progressive du ratio d'endettement au cours des prochaines années.

« Illustrant l'efficacité de la stratégie proactive de gestion de la dette conduite ces dernières années, cette stratégie a permis d'améliorer le profil d'amortissement de la dette publique ivoirienne et de dégager ainsi des marges de manœuvre significatives pour investir dans de nouveaux projets », a précisé le

ministère à travers son communiqué.

Les effets positifs attendus

Affectés exclusivement au financement du budget 2026, chiffré à 17 350,2 milliards de F CFA, les fonds levés devraient soutenir la mise en œuvre des projets phares du PND 2026-2030. Ces investissements visent la création d'emplois directs et indirects et l'amélioration des revenus de nombreuses familles.

Axé sur le développement du capital humain et la lutte contre la pauvreté, le budget consacre 22,4 % des dépenses à l'éducation et à la formation, 21 % aux infrastructures et 16,7 % à la défense.

Dans son ensemble, il permettra au gouvernement de soutenir la croissance tout en renforçant la discipline budgétaire et la mobilisation des recettes fiscales. En donnant la priorité à l'amélioration des services publics et des infrastructures (meilleures routes, énergie plus fiable, administration plus efficace) et en réduisant les coûts de transport, de production et de distribution,

le budget 2026 devrait, à terme, contribuer à modérer certains prix et à soulager les populations.

Des relations renforcées avec les investisseurs

La Côte d'Ivoire ne s'est pas contentée d'améliorer ses indicateurs macroéconomiques. Elle a également renforcé sa stratégie de communication financière. Depuis plusieurs années, selon le ministère de l'économie ivoirienne, le pays entretient un dialogue régulier avec ses créanciers historiques, tout en s'ouvrant à de nouveaux investisseurs, notamment en Asie et au Moyen-Orient.

Cette stratégie a permis d'élargir et de diversifier la base d'investisseurs. En pratique, la Côte d'Ivoire ne dépend plus d'un cercle restreint de prêteurs traditionnels, mais s'appuie désormais sur un éventail plus large de partenaires financiers. Une diversification qui renforce la résilience de son financement extérieur et réduit son exposition à des chocs spécifiques sur certains marchés.





Ousmane Sonko, Premier ministre du Sénégal

Rationalisation du secteur parapublic au Sénégal

L'État stratège en marche...

La réforme du secteur public, annoncée par le Premier ministre, marque l'une des décisions administratives les plus structurantes prises ces dernières années au Sénégal. En prévoyant la suppression de 19 entités publiques et le repositionnement de 10 autres, le gouvernement d'Ousmane Sonko engage une refonte de l'administration.

► Par Bacary DABO

Le secteur parapublic sénégalais est devenu tentaculaire au fil des régimes. Depuis plus de deux décennies,

l'État a progressivement multiplié les agences et structures publiques. Cette dynamique répondait souvent à des priorités sectorielles ou politiques à

savoir la promotion de l'investissement, le soutien aux PME, la gestion de projets ou encore la modernisation administrative. Mais cette prolifération a fini par

produire un système fragmenté. Pour Lansana Gagny Sakho, président du Cercle des administrateurs publics (CAP), cette situation résulte d'un processus d'accumulation plutôt que d'une stratégie institutionnelle cohérente. « Pendant plus de vingt ans, l'État a créé des agences pour répondre à des urgences ponctuelles, sans toujours interroger la cohérence globale de l'architecture publique », dira-t-il à nos confrères du quotidien sénégalais L'Observateur.

Le résultat est un paysage institutionnel marqué par des chevauchements de missions, des doublons administratifs, une dispersion des ressources publiques et une lisibilité réduite pour les citoyens et les investisseurs. Dans certains secteurs, plusieurs institutions interviennent simultanément sur des missions proches. Dans le domaine de la promotion économique, par exemple, la coexistence de l'Apix S.A (Agence pour la promotion de l'investissement et des Grands travaux), de l'Asepex (Agence sénégalaise de promotion des exportation) et de l'Aprosi (Agence de promotion des sites industriels) illustre ces superpositions de mandats.

Une réforme motivée par l'impératif budgétaire

Le Premier ministre Ousmane Sonko, lors la réunion hebdomadaire du conseil des ministres du mercredi 4 mars 2026, a présenté les points saillants d'un Plan de rationalisation du secteur parapublic, fruit des travaux d'un Groupe de travail interministériel. Cette mesure qui acte la suppression de 19 entités parapubliques a pour objectifs la modernisation de l'administration, la réduction

du train de vie de l'État et la rationalisation des dépenses publiques, dans une logique de transparence et d'efficacité de la gestion publique.

En 2025, les 19 structures concernées par la suppression cumulaient 28,05 milliards FCFA de dotations budgétaires, 9,23 milliards FCFA de masse salariale annuelle, 982 agents, et 2,6 milliards FCFA de dette. Selon les estimations gouvernementales, la réforme pourrait générer une économie budgétaire nette d'au moins 55 milliards sur trois ans. Pour les experts des finances publiques, l'enjeu est de mettre fin au saupoudrage budgétaire et rediriger les ressources vers des investissements plus productifs. L'expert-comptable Ousseynou Diouf y voit des effets potentiellement vertueux. Il s'agit d'un assainissement budgétaire par la réduction des charges de fonctionnement, une gouvernance simplifiée grâce à une meilleure concentration des responsabilités. À cela, M. Diouf y ajoute un signal de crédibilité envoyé aux partenaires financiers et bailleurs de fonds à l'image du Fonds monétaire international (Fmi) qui incite à la réduction du train de vie de l'État central.

Les risques d'une transition mal maîtrisée

Dans un contexte où les États africains font face à une pression croissante sur leurs finances publiques, ce type de réforme est souvent perçu comme un indicateur de discipline budgétaire. Toutefois, la suppression d'organismes publics reste un exercice délicat. Les économies annoncées pourraient mettre du temps à se matérialiser. Plusieurs risques sont évoqués

par les spécialistes de la gestion publique. Le premier concerne ce que certains appellent le "passif fantôme" qui regroupe les dettes fournisseurs, les contrats ou engagements juridiques non identifiés au moment de la dissolution. Sans audit préalable exhaustif, ces passifs pourraient se transformer en contentieux coûteux pour l'État. Le second risque est social. La fermeture des structures implique le redéploiement ou la gestion administrative de près d'un millier d'agents. Les coûts liés aux indemnités ou aux reclassements pourraient temporairement réduire les gains budgétaires attendus. Enfin, la continuité du service public constitue un enjeu opérationnel de taille. Les compétences des agences devront être transférées vers les ministères ou d'autres structures sans perturber les projets en cours.

Pour Ousseynou Diouf, la réussite de la réforme dépendra moins des décrets de suppression que de la qualité des opérations de liquidation.

« Une entité que l'on ferme sans apurer ses dettes devient une bombe à retardement pour le Trésor public. »

Vers un État stratège ?

Au-delà de l'enjeu budgétaire, la rationalisation du parapublic renvoie à une question plus profonde : le rôle de l'État dans l'économie. Pour plusieurs analystes, l'objectif doit être de passer d'un État gestionnaire d'organismes multiples à un État stratège capable de piloter des instruments cohérents de développement.

Dans cette perspective, certains proposent une réorganisation plus ambitieuse du pilotage des

institutions publiques. L'ancien directeur général des Impôts et Domaines, Cheikh Ahmed Tidiane Ba, suggère par exemple la création d'un Ministère du Patrimoine public chargé de gérer de manière stratégique l'ensemble des actifs de l'État.

L'idée serait de considérer le patrimoine public comme un véritable portefeuille d'actifs, comprenant les participations dans les entreprises publiques, les fonds souverains et instruments financiers, et le patrimoine foncier et immobilier de l'État. Une telle approche permettrait, selon lui, de valoriser économiquement certains actifs publics et de réduire la dépendance à l'endettement pour financer les investissements.

Se pose ainsi la question du pilotage institutionnel. La gouvernance du secteur parapublic constitue un autre enjeu

central. Aujourd'hui, le suivi de ces entités relève largement du ministère des Finances. Mais certains experts estiment que cette configuration limite la vision stratégique globale.

Pour Lansana Gagny Sakho, le pilotage du secteur parapublic devrait être placé à un niveau institutionnel plus transversal, notamment à la Présidence ou à la Primature, afin de coordonner l'ensemble des instruments publics. Une direction générale dédiée pourrait ainsi superviser les agences publiques, les fonds d'investissement de l'État, les entreprises publiques stratégiques. L'objectif serait de garantir cohérence, évaluation et responsabilité dans l'action publique.

Une réforme au cœur de la transformation de l'État

La rationalisation du secteur pa-

rapublic s'inscrit dans un mouvement plus large de réforme de l'État engagé dans plusieurs pays africains confrontés à des contraintes budgétaires et à une exigence croissante d'efficacité publique.

Mais comme le soulignent les observateurs, la réussite de cette réforme dépendra moins du nombre d'agences supprimées que de la capacité du gouvernement à instaurer une culture de performance, une évaluation régulière des politiques publiques, et une clarification durable des missions de l'État.

Car au fond, la véritable question n'est pas seulement administrative. Elle est stratégique. Il consiste à voir comment bâtir un appareil public capable de soutenir durablement les ambitions économiques du Sénégal.



Vue aérienne de la ville de Dakar, notamment du building administratif



Le Bénin s'inscrit dans une transformation globale de son économie

Bénin

L'économie circulaire érigée en pilier de croissance

Lancée le 3 février 2026, la Vision Bénin 2060 « Alafia » intègre l'économie circulaire comme levier d'une croissance inclusive. Un choix rare et courageux, dont l'ambition repose sur la transformation, le recyclage et la gestion optimisée des ressources.

► Par Ronie Floride AGAMMA

Transformer les déchets en ressources, promouvoir l'innovation et utiliser efficacement les matières premières au service d'une croissance verte : telle est l'ambition affichée du Bénin à travers la Vision Bénin 2060 « Alafia », présentée comme une démarche participative de prospérité et de bien-être commun. Cette stratégie de développement positionne l'économie circulaire comme un pilier

structurel, destiné à faire évoluer le modèle de production linéaire vers un système durable, créateur d'emplois et de richesse. Ciblée dès la première phase de la vision, l'économie circulaire est appelée à transformer l'économie locale d'ici le centenaire de l'indépendance du Bénin, dans le cadre d'une stratégie innovante. « Nous voulons développer la chaîne des valeurs : production, transformation, vente recyclage. C'est ce qu'on appelle économie circulaire.

C'est elle qui va être la référence pour les années », a confié Cyriaque Edon, directeur général du programme Vision Bénin 2060 « Alafia » et des politiques de développement.

Dans cette perspective, le gouvernement a fait adopter un plan d'actions pour l'économie circulaire (PAEC) à l'horizon 2035. Soutenu par la Banque africaine de développement, ce document ne se limite pas à la gestion des déchets. Il s'inscrit dans une transfor-



mation économique globale, fondée sur l'éco-conception, l'écologie industrielle et le réemploi. L'objectif est clair : faire de l'économie circulaire un moteur de croissance. Le PAEC apparaît ainsi comme une boussole pour orienter les réformes et les investissements nécessaires à l'émergence d'un Bénin prospère et respectueux de l'environnement.

L'économie circulaire au Bénin

L'évaluation de la situation du Bénin en matière d'économie circulaire met en évidence plusieurs initiatives dans des secteurs prioritaires, ainsi que dans des thématiques transversales telles que l'inclusivité, l'éducation, le renforcement des capacités, l'appui aux entreprises, le financement, le commerce et la coopération industrielle.

Parmi les initiatives identifiées figure le Centre Songhai, spécialisé dans l'agriculture durable et l'économie circulaire, qui fonctionne selon le principe « Rien ne se perd, tout se transforme ». D'autres projets innovants incluent la valorisation de la jacinthe d'eau, portée notamment par l'ONG Emagnon, JEVEV et l'entreprise Green Keeper Africa. À cela s'ajoutent diverses actions de gestion des déchets menées

par Africa Peace, la Fondation, le Centre ValDERA, l'initiative Eco Running, l'ONG Eco Bénin et Biogaz Bénin.

Le programme de collecte et de recyclage des plastiques soutenu par la SGDS s'inscrit également dans cette dynamique. Cette structure est chargée de la collecte et du transport des déchets solides ménagers et assimilés. Elle pilote par ailleurs le projet de modernisation de la gestion des déchets dans le Grand Nokoué, considéré comme pionnier en Afrique et ayant déjà contribué à faire de Cotonou l'une des villes les plus propres du continent.

Les enjeux du PAEC

Malgré ces initiatives, l'économie circulaire au Bénin demeure encore largement centrée sur la gestion des déchets. Le pays fait face à un déficit d'infrastructures adaptées, tant pour le traitement des déchets que pour la transformation et la conservation des produits agricoles.

Pour construire une économie résiliente et inclusive à long terme, le Bénin s'engage, à travers le PAEC, à mettre en œuvre des actions concrètes dans plusieurs secteurs clés : agriculture et foresterie, déchets solides mé-

nagers et assimilés, plastiques, transport et construction.

Cette stratégie vise à optimiser la valorisation des ressources locales tout en préservant l'environnement. Elle repose également sur un effort soutenu de sensibilisation et de formation. Le plan prévoit ainsi de former 15 000 citoyens aux métiers liés à la circularité et de favoriser l'émergence de 300 entreprises spécialisées, contre 19 actuellement.

À l'horizon 2035, le Bénin ambitionne d'atteindre un taux de recyclage de 25 %, d'assurer une collecte complète des déchets en milieu urbain et d'atteindre 60 % en zone rurale.

L'ambition est claire : structurer un secteur encore naissant pour en faire un véritable moteur de croissance. Le défi reste toutefois de taille. Le pays doit en effet gérer près de 17 000 tonnes de déchets municipaux par jour et produit environ 50 000 tonnes de plastiques par an, dont une part importante échappe encore au recyclage.

Dans ce contexte, les actions du PAEC sont déclinées en trois phases sur dix ans : court, moyen et long terme. Les premières années seront consacrées à l'intégration des politiques publiques, au renforcement des capacités et à la sensibilisation des parties prenantes. Les phases suivantes porteront sur la mise en œuvre de projets à grande échelle et sur des investissements dans des infrastructures adaptées.

Prévu pour être déployé entre 2025 et 2035, le PAEC s'articule autour de 34 objectifs déclinés en 134 actions, destinées à accélérer la transition du Bénin vers une économie circulaire.

Guerre au Moyen-Orient

L'Afrique face au risque d'un nouveau choc pétrolier

Avec la guerre au Moyen-Orient, les investisseurs craignent des perturbations durables de l'approvisionnement énergétique mondial. Pour les économies africaines, dépendantes des importations de produits pétroliers, une hausse prolongée du baril pourrait relancer l'inflation, fragiliser les finances publiques et peser sur le pouvoir d'achat

► Par Aïssatou DIOP



Une station Total Energies au Togo

Entre vulnérabilités structurelles et nouvelles perspectives énergétiques, l'Afrique se retrouve une fois de plus exposée aux secousses de la géopolitique mondiale. Quelques jours seulement après le début des bombardements au Moyen-Orient, les prix du pétrole ont grimpé, alimentés par les inquiétudes croissantes des investisseurs face aux perturbations affectant une part importante des flux d'hydrocarbures en provenance du Golfe.

À titre d'exemple, lorsque le baril de Brent, référence mondiale du pétrole brut, termine une séance à 92,69 dollars, cela représente une progression de plus de 8 % en une journée et une hausse hebdomadaire de près de 28 %. Les données récentes montrent que le Brent et le West Texas In-

termediate (WTI) ont enregistré leur plus forte hausse hebdomadaire depuis 2020. Cette envolée reflète l'impact des tensions géopolitiques et des perturbations du transport maritime sur l'équilibre du marché pétrolier mondial.

La fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel transite près d'un cinquième du commerce mondial de pétrole, fait craindre un choc sur les prix et sur l'approvisionnement international.

Des effets différenciés selon les économies

Selon Idrissa Yaya Diandy, enseignant-chercheur à la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar, agrégé en économie et directeur de WASCAL (Centre ouest-africain de service scientifique sur le changement clima-

tique et l'utilisation adaptée des terres), l'impact d'une hausse durable du prix du pétrole dépend d'abord de la position énergétique des pays africains. Pour l'économiste, les effets varient selon que les pays sont importateurs ou exportateurs nets. Toutefois, il souligne que certains producteurs restent vulnérables, le continent important encore une grande partie de ses produits raffinés.

En Afrique subsaharienne, par exemple, les importations de carburants représentent environ 2 % du PIB, ce qui illustre leur poids dans les équilibres macroéconomiques. Pour les pays importateurs nets, une hausse durable des prix du pétrole agit principalement à travers quatre canaux : la dégradation de la balance commerciale, l'accélération de l'inflation, la pression sur les finances publiques via les subventions énergétiques et un accès plus difficile au financement extérieur. À l'inverse, pour les pays producteurs, notamment les nouveaux entrants comme le Sénégal, la hausse des cours peut générer des recettes supplémentaires grâce au profit oil et à la fiscalité pétrolière.

Cette opportunité, précise le Pr Diandy, comporte aussi des risques de mauvaise gestion de la rente ou de déséquilibres macroéconomiques, souvent as-

sociés au syndrome hollandais. Pour cet économiste, l'impact sur les marchés énergétiques dépendra surtout de la durée du conflit. Dans le scénario d'une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz, il anticipe une pression à la hausse sur les prix du pétrole. « Si les perturbations sont temporaires, les marchés peuvent s'ajuster. Mais si la crise s'installe dans le temps, les effets économiques pourraient devenir beaucoup plus importants. Encore que l'incertitude entraîne déjà une hausse des coûts d'assurance et du transport », explique-t-il.

Une position partagée par le Pr Gilles Olakoulia Yabi, économiste, expert des questions géopolitiques et directeur du think tank ouest-africain WATHI.

Une incertitude durable qui pèse sur la croissance

Pour ce dernier, le véritable facteur déterminant reste la durée de la perturbation, directement liée à celle du conflit en cours dans la région. L'impact est immédiat, souligne-t-il, et va au-delà du seul prix du pétrole, notamment en ce qui concerne les assurances et les coûts de transport. S'agissant de la capacité de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) à répondre à un choc pétrolier, le professeur Diandy avertit qu'elle demeure limitée, même si l'ancrage du franc CFA à l'euro constitue un facteur de stabilité monétaire, en protégeant les pays de la zone franc contre les fortes dépréciations observées ailleurs en Afrique.

Mais cette rigidité, rappelle-t-il, réduit aussi la marge d'ajustement face aux chocs externes. Dans l'UEMOA, la hausse des

prix du pétrole se transmet à l'inflation principalement via les coûts de transport, les prix alimentaires et les tarifs de l'électricité. Ce risque est d'autant plus réel pour les économies de la région après une inflation contenue en 2025.

« Au-delà de l'effet économique direct, il y a un effet géopolitique global qui crée davantage d'incertitude », selon Gilles Olakoulia Yabi. D'après lui, les tensions actuelles instaurent avant tout un climat d'incertitude qui pèse sur l'économie mondiale. Cette instabilité peut conduire les investisseurs à adopter une attitude plus prudente, en reportant certaines décisions d'investissement, notamment dans les régions où le risque est déjà perçu comme élevé, à l'image de nombreux pays africains.

Dans ce contexte, les perspectives de croissance du continent pourraient être revues à la baisse, alors que les prévisions initiales annonçaient une progression légèrement supérieure à celle de l'Asie. Toutefois, l'expert estime qu'il est encore prématuré de parler d'un véritable choc pétrolier comparable à ceux du passé. L'économie mondiale est aujourd'hui plus diversifiée et interdépendante. Les perturbations logistiques, les tensions sur les chaînes d'approvision-

nement ou l'augmentation des coûts de transport peuvent parfois avoir des effets plus importants que la seule hausse du prix du pétrole.

Concernant les opportunités potentielles pour l'Afrique, il se montre sceptique. Si les crises internationales sont souvent présentées comme des catalyseurs de transformation, elles mettent surtout en évidence les faiblesses structurelles des économies africaines. Le développement du capital humain, la transformation locale des matières premières et l'accès à une énergie suffisante restent des défis majeurs. À cela s'ajoutent des contraintes sécuritaires et politiques, notamment en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel. Dans ces conditions, Gilles Olakoulia Yabi reste convaincu que les capacités des pays africains demeurent limitées pour tirer parti d'éventuelles opportunités économiques liées à une crise internationale. « Tant que les tensions militaires persistent, une normalisation rapide paraît difficile. Les grandes puissances pourraient néanmoins chercher à éviter un conflit prolongé, dont les répercussions économiques et politiques pourraient être importantes, y compris pour leurs propres économies », tempère-t-il.





Afrique

Top 8 des femmes qui révolutionnent la finance et l'économie en 2026

Portées par une détermination sans faille et une expertise de classe mondiale, de plus en plus de femmes accèdent aux plus hauts postes de direction et redéfinissent les codes du leadership. Le classement 2026 des 100 femmes les plus puissantes du monde publié par le magazine Forbes, tout comme les nombreuses distinctions décernées lors de forums économiques panafricains, témoignent de cette dynamique.

► Par Dorcas Davier AHOUGAN

Des grandes institutions bancaires d'Afrique du Sud aux fonds d'investissement panafricains, en passant par les organisations internationales

et les banques centrales, les femmes ne se contentent pas de diriger. Elles transforment les écosystèmes, promeuvent une finance plus inclusive et inspirent une génération de jeunes Africaines à oser les

carrières les plus ambitieuses. Découvrez le parcours inspirant de huit d'entre elles, mises à jour avec les informations les plus récentes de 2026.

Mary Vilakazi (Afrique du Sud)

Première femme à la tête du géant FirstRand



Figure de proue de la finance sud-africaine, Mary Vilakazi est entrée dans l'histoire en devenant, en avril 2024, la première femme et la première femme noire à prendre les rênes du FirstRand Group, la plus grande institution financière d'Afrique du Sud par capitalisation boursière. Ce groupe prestigieux gère des actifs colossaux et chapeaute des entités comme First National Bank (FNB) et Rand Merchant Bank.

Comptable agréée de formation, elle a gravi tous les échelons avec une rigueur exemplaire. Elle a débuté sa carrière chez PwC où elle est devenue l'une des plus jeunes associées à seulement 27 ans. Elle a occupé le poste de directrice financière du Mineral Services Group avant de rejoindre FirstRand en 2018 en tant que directrice de l'exploitation.

En 2026, Mary Vilakazi achève sa deuxième année à la tête du groupe avec des résultats remarquables. Sous sa direction, FirstRand a consolidé sa position de leader en Afrique du Sud et a accéléré son expansion dans les marchés à forte croissance d'Afrique de l'Est et de l'Ouest. Mme Vilakazi a piloté le lancement d'un fonds d'investissement de 500 millions de dollars dédié aux PME dirigées par des femmes à travers le continent. Sa vision stratégique et inclusive lui a valu une progression significative dans le classement Forbes des femmes les plus puissantes du monde en 2026, où elle figure désormais dans le top 60. Elle incarne la nouvelle génération de leaders capables de piloter des institutions systémiques avec une vision à long terme.

Ngozi Okonjo-Iweala (Nigéria / OMC)

La voix du commerce mondial



Impossible d'évoquer le leadership féminin africain sans citer Ngozi Okonjo-Iweala. Cette économiste de renommée mondiale est la première femme et la première Africaine à diriger l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis mars 2021.

Forte de son expertise, elle a été reconduite pour un second mandat en 2024, preuve de la confiance que les États membres placent en elle. En 2026, elle entame la deuxième année de ce second mandat avec une feuille de route ambitieuse. Elle s'est imposée comme une médiatrice incontournable dans les négociations commerciales Nord-Sud, plaidant sans relâche pour un commerce mondial plus équitable et inclusif.

Son combat actuel porte sur la réduction des barrières commerciales pour les produits pharmaceutiques et médicaux, un enjeu crucial depuis les pandémies récentes. Elle travaille également à l'intégration plus poussée des économies africaines dans les chaînes de valeur mondiales. Avant l'OMC, son parcours était déjà impressionnant. Elle a été ministre des Finances à deux reprises au Nigéria, où elle a mené des réformes courageuses. Aussi a-t-elle passé 25 ans à la Banque mondiale, y atteignant le poste de

numéro deux. Classée dans le top 100 des femmes les plus puissantes du monde par Forbes en 2026,

elle est une icône de la rigueur intellectuelle et de l'intégrité.

Mpumi Madisa (Afrique du Sud)

À la tête du conglomérat Bidvest



Mpumi Madisa est une autre sud-africaine qui a marqué l'histoire économique de son pays. Depuis octobre 2020, elle est la directrice générale du Bidvest Group, l'un des plus grands conglomérats cotés à la Bourse de Johannesburg, et la première femme noire à diriger une société du Top 40 sud-africain. Son ascension est le fruit d'un travail acharné et d'une connaissance intime de l'entreprise. Elle a rejoint Bidvest en 2006 et a gravi tous les échelons, passant par les postes de direction dans les domaines de la vente, du marketing et de la gestion générale avant d'accéder au poste de directrice de l'exploitation puis de PDG.

En 2026, Mpumi Madisa célèbre six ans à la tête du groupe, qu'elle a profondément transformé. Sous sa direction, Bidvest, qui emploie environ 140 000 personnes à travers le monde, a non seulement renoué avec une croissance rentable, mais a également réalisé des acquisitions stratégiques dans le secteur des énergies renouvelables et de la logistique verte en Afrique australe. Elle a lancé un programme interne ambitieux visant à atteindre la parité hommes-femmes dans les postes de direction du groupe d'ici 2028. Classée dans le top 85 du classement Forbes 2026, elle est un symbole puissant de la diversité dans les hautes sphères du capitalisme sud-africain.

Roselyne Chambrier (Gabon / Côte d'Ivoire)

La bâtisseuse d'infrastructures et de fonds d'investissement



Roselyne Chambrier incarne l'audace et la nouvelle vague d'entrepreneurs qui construisent l'Afrique par l'industrie et la finance. À seulement 34 ans, elle est devenue la première femme à construire un port minéralier en Afrique : le Terminal Industriel Polyvalent de San Pedro (TIPSP) en Côte d'Ivoire, un chantier titanesque achevé en 2022 qui contribue à près de 3 % du PIB ivoirien.

Forte de cette expérience unique, elle a fondé en 2024 Onze Capital, un fonds d'investissement panafricain ambitieux dont l'objectif est de mobiliser le capital humain et financier africain pour bâtir une industrie endogène et durable.

Deux ans après son lancement, Onze Capital est un acteur incontournable du paysage de l'investissement en Afrique francophone. En 2026, le fonds annonce son premier closing à 200 millions d'euros et a déjà investi dans six entreprises industrielles à fort potentiel, créant plus de 5 000 emplois directs. Roselyne Chambrier a également été nommée membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique par le gouvernement français, renforçant son rôle de pont entre les économies africaine et européenne. Reconnue Young Global Leader par le Forum économique mondial,

elle est aussi administratrice du Fonds souverain du Gabon. Son histoire est celle d'une visionnaire

qui transforme l'ambition en infrastructures et en opportunités.

Soraya Hakuziyaremye (Rwanda)

La gardienne de la stabilité financière rwandaise



En avril 2025, le Rwanda a franchi une nouvelle étape dans son histoire de développement en nommant Soraya Hakuziyaremye au poste de Gouverneure de la Banque nationale du Rwanda, la banque centrale. Elle est la première femme à occuper cette fonction stratégique dans le pays.

Son parcours est celui d'une technocrate de haut vol, avec une solide expérience acquise tant dans le privé que dans le public. Après des débuts à la Bank of New York à Bruxelles et des postes à responsabilités chez BNP Paribas Fortis et ING, elle rejoint le service public rwandais. Elle y sera successivement Ministre du Commerce et de l'Industrie, puis Vice-Gouverneure de la banque centrale.

Un an après sa nomination, Soraya Hakuziyaremye imprime sa marque à la tête de l'institution. Sous sa direction, la Banque nationale du Rwanda a piloté avec succès la transition vers une politique monétaire plus agile face aux pressions inflationnistes régionales. Elle a supervisé le lancement de la phase pilote du franc rwandais numérique, faisant du Rwanda l'un des pays africains les plus avancés en matière de monnaie digitale de banque centrale. Elle poursuit son combat pour l'inclusion financière, qui est passé de 21 % de la population adulte ayant accès aux services financiers en 2008 à plus de 93 % en 2026. Membre du Groupe d'experts sur l'inclusion financière du Graça Machel Trust, elle est une fervente avocate d'une finance intentionnellement inclusive.

Fatoumata Bâ (Côte d'Ivoire / Sénégal)

La tech financière au service de l'impact



Fatoumata Bâ est une figure emblématique de l'entrepreneuriat tech et de l'investissement à impact en Afrique. Fondatrice et présidente exécutive de Jango Capital, elle a bâti le fonds tech le plus engagé pour l'égalité des genres en Afrique, soutenant des start-ups aux modèles économiques solides et à l'impact social inclusif. Son expertise du secteur est profonde. Elle a été une cadre dirigeante de Jumia, le premier "licorne" africain, où elle a été successivement fondatrice et CEO en Côte d'Ivoire, puis directrice générale au Nigéria.

En 2026, Jango Capital franchit le cap des 150 millions d'euros sous gestion et annonce son deuxième fonds, dédié cette fois aux entreprises de la "climate tech" à fort potentiel d'impact sur l'emploi féminin. Fatoumata Bâ est devenue une voix écoutée sur la scène internationale en matière de financement innovant du développement. Elle siège désormais au conseil d'administration de plusieurs institutions financières internationales et a été élue coprésidente du comité "Investissement d'impact" du Forum de Davos. Son leadership visionnaire continue d'être salué par de nombreuses distinctions, dont celle de Young Global Leader du Forum économique mondial.

Rita Zniber (Maroc)

La reine de l'agro-industrie



Rita Zniber est une figure incontournable du paysage économique marocain et africain. Elle est la Présidente-directrice générale de Diana Holding, un empire agro-industriel et viticole. À la tête du groupe depuis 2014, elle a su moderniser et diversifier ce conglomérat, qui est aujourd'hui un acteur majeur de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie alimentaire au Maroc et en Afrique de l'Ouest.

Son empire en 2026 :

Son leadership va bien au-delà de la gestion d'entreprise. Elle est également une philanthrope engagée à travers la Fondation Rita Zniber, qui œuvre pour l'enfance privée de famille depuis 1982.

En 2026, Diana Holding, sous sa direction, poursuit son expansion internationale avec l'acquisition de nouvelles exploitations agricoles en Espagne et au Portugal, tout en consolidant sa position de leader au Maroc. Le groupe a lancé une marque de produits biologiques certifiés qui connaît un succès retentissant sur les marchés européens et nord-américains. Rita Zniber a aussi créé une fondation d'entreprise dédiée à la formation professionnelle des jeunes filles dans les métiers de l'agro-industrie. Sa puissance économique et son influence lui ont valu d'être classée dans le top 30 des 100 femmes d'affaires les plus puissantes de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord par Forbes en 2026.

Dr Adaora Umeoji

La stratège qui transcende les chiffres



Lorsqu'elle a pris ses fonctions en juin 2024, beaucoup n'y voyaient qu'un symbole : Dr Adaora Umeoji devenait la première femme à diriger Zenith Bank depuis sa création. Mais en 2026, son bilan a définitivement réduit au silence les sceptiques. Son parcours est, à bien des égards, hors du commun.

Avant d'atteindre les sommets, Adaora Umeoji s'est forgé un profil intellectuel rare. Titulaire d'une licence en sociologie, elle a ensuite obtenu deux autres diplômes de licence, en comptabilité et en droit, ce dernier avec la mention Très Bien. Elle a par ailleurs perfectionné son expertise dans plusieurs institutions de premier plan à l'échelle mondiale : Harvard Business School, The Wharton School, MIT Sloan School of Management et Columbia Business School.

Son passage à la tête de Zenith Bank s'impose déjà comme une référence. Sous sa direction, l'établissement a enregistré une croissance exceptionnelle de 86 % de ses produits bruts en 2024, portée par une progression de 138 % des revenus d'intérêts. Le bénéfice avant impôt a dépassé le seuil des 1 300 milliards de nairas, tandis que le total de bilan a progressé de 47 % pour atteindre 30 000 milliards de nairas.

Mais ce qui distingue véritablement son leadership, c'est sa capacité à inscrire la performance financière dans une vision stratégique plus large. Elle a notamment piloté l'expansion internationale du groupe, avec l'ouverture d'un bureau à Paris, renforçant ainsi la présence de Zenith Bank sur la scène financière mondiale.



Les officiels de la cérémonie de lancement de la zone industrielle du Port de Kribi

Cameroun

La BAD soutient la mise en place de la zone industrielle du port de Kribi

Le lancement de la société chargée de développer la zone industrielle intégrée au port en eau profonde de Kribi marque une nouvelle étape dans la stratégie d'industrialisation du Cameroun, avec le soutien du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD).

► Par Ambroise AMETOWONA

Kribi Port Industrial Zone (KPIZ) a été officiellement lancée le 26 février 2026 à Yaoundé, la capitale camerounaise. C'est une société chargée de développer la future zone industrielle intégrée au port en eau profonde de Kribi. Cette initiative s'inscrit dans un

projet structurant soutenu par le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), qui accompagne le pays dans sa stratégie de transformation industrielle.

Adossée à l'un des principaux hubs portuaires du continent, la zone industrielle intégrée se veut un levier stratégique pour

la mise en œuvre du Plan directeur d'industrialisation et de la Stratégie nationale de développement du Cameroun. Pour l'État camerounais, l'objectif est de diversifier la production nationale, renforcer la contribution du secteur manufacturier au produit intérieur brut et stimuler les exportations.

Les perspectives économiques annoncées sont ambitieuses. D'ici à 2040, les exportations de cacao et de produits dérivés devraient passer de 11 487 tonnes en 2025 à 191 639 tonnes. Le projet prévoit également la création d'au moins 50 000 emplois directs et 150 000 emplois indirects. Les recettes fiscales devraient progresser sensiblement, tandis que l'effet multiplicateur de l'investissement initial pourrait atteindre jusqu'à vingt fois sa valeur d'origine.

Chef de file du financement, le Groupe de la Banque africaine de développement s'est engagé à mobiliser l'intégralité du financement public estimé à 411 millions d'euros. L'institution s'est positionnée pour accompagner un financement privé de 384 millions d'euros destiné au développement de la zone industrielle.

Un financement structurant porté par la BAD

« L'État garantit la vision straté-

gique, la stabilité et l'alignement avec les priorités nationales ; le secteur privé apporte le capital, l'expertise technique, la rapidité d'exécution et l'innovation ; la Banque africaine de développement assure le leadership financier, la structuration des financements et la cohérence d'ensemble », a déclaré Léandre Bassolé, directeur général du Bureau régional de développement, d'intégration et de prestation de services pour l'Afrique centrale du Groupe de la Banque. « En finançant ce projet stratégique, nous visons, aux côtés du gouvernement camerounais, à catalyser les investissements privés, à créer des emplois durables et à renforcer la compétitivité du pays sur les marchés régionaux et mondiaux », a-t-il ajouté. Le projet avait été présenté lors de l'édition 2024 de l'Africa Investment Forum 2024 organisée à Rabat.

Au-delà du financement, la Banque africaine de développement prévoit d'apporter un

appui technique de haut niveau afin de renforcer les capacités locales et d'intégrer des standards exigeants en matière d'efficacité énergétique, de gestion responsable des ressources et de résilience climatique. « Par cette initiative, le Port de Kribi entend conjuguer la performance d'une infrastructure en eau profonde et l'expertise d'investisseurs de premier plan pour bâtir une zone industrielle portuaire de rang international au service de la transformation économique du Cameroun et du rayonnement de l'Afrique centrale », a affirmé Patrice Melom, président du Conseil d'administration de KPIZ et directeur général du Port autonome de Kribi.

Pensée comme un véritable pôle de compétitivité régionale, la zone industrielle intégrée du port de Kribi ambitionne de devenir un moteur d'industrialisation inclusive, de création d'emplois durables et d'intégration économique pour l'ensemble de l'Afrique centrale.





Pont du 15 Août 1960 à Brazzaville (République du Congo)

Congo

Une dette en léger recul, mais une équation toujours fragile

La dette publique congolaise amorce un léger reflux, sans pour autant sortir de la zone de vigilance. Les statistiques officielles du ministère des Finances indiquent qu'entre fin 2024 et fin 2025, l'encours est passé de 7 414,78 milliards à 7 229,63 milliards de FCFA, soit un recul de 2,49 % en glissement annuel.

► Par Grace-Nature

Cette contraction résulte d'un double mouvement : une modération relative du recours à de nou-

veaux crédits et une progression nominale du PIB, qui améliore mécaniquement le ratio dette-PIB. Pourtant, le niveau global demeure élevé et supérieur aux

normes communautaires de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale, qui recommandent un plafond d'environ 60 % du PIB pour

garantir la soutenabilité budgétaire.

L'évolution la plus significative ne réside pas tant dans le volume que dans la structure de la dette. En 2025, 61 % de l'encours est constitué de dette intérieure, soit environ 4 418 milliards de FCFA, contre 2 812 milliards pour la dette extérieure.

Le Congo a progressivement réduit son exposition vis-à-vis de créanciers extérieurs, notamment la Chine, grâce aux restructurations intervenues dans le cadre du programme appuyé par le Fonds monétaire international. Mais cette respiration extérieure s'est accompagnée d'un recours accru au marché régional pour financer déficits et besoins de trésorerie. Autrement dit, la pression s'est déplacée. Elle ne s'est pas éteinte.

Le Congo, acteur central du marché CEMAC

À l'échelle régionale, le Congo figure parmi les principaux émetteurs de titres publics. Début 2026, l'encours des titres émis par les États membres de la CEMAC avoisine 9 500 milliards de FCFA, en hausse de 26 % sur un an.

Sur le marché des titres publics animé par la Banque des États de l'Afrique Centrale, le Congo, aux côtés du Cameroun et du Gabon, concentre l'essentiel des émissions. Obligations du Trésor assimilables (OTA), bons du Trésor assimilables (BTA) : le financement des économies de la zone repose désormais massivement sur l'épargne régionale. Ce choix présente un avantage stratégique : la dette étant libellée en FCFA, le risque de change est limité. Mais la dépendance au marché domestique s'intensifie, et avec elle, les risques de

refinancement.

Une soutenabilité sous conditions

Selon les analyses du FMI mises à notre disposition par le Directeur Général de l'économie nationale, le Congo reste classé en situation de surendettement, même si la dette est jugée « viable » sous réserve de la poursuite des réformes budgétaires.

Le ratio dette-PIB, estimé à 94,6 % en 2024, amorce une légère décroissance. En revanche, en volume, la trajectoire est restée ascendante ces dernières années : de 6 596 milliards de FCFA en 2020 à près de 8 300 milliards en 2024. Autre point de tension : la maturité de la dette. Près de 15 à 16 % de l'encours arrive à échéance en moins d'un an, soit plus de 1 100 milliards de FCFA à refinancer rapidement. Cette concentration des remboursements expose le Trésor à des pressions de liquidité et à une dépendance accrue aux conditions du marché régional.

L'enjeu : discipline budgétaire et diversification

Les autorités affichent un objectif clair : ramener progressivement la dette à 60 % du PIB d'ici 2029. Une ambition qui suppose une réduction durable des déficits, une gestion rigoureuse des dépenses publiques et surtout, une diversification accélérée de l'économie au-delà des recettes pétrolières.

Car la vulnérabilité structurelle demeure. Dans une zone monétaire où les économies restent fortement dépendantes des ressources extractives, chaque choc externe – baisse des cours du brut, contraction de la demande mondiale – se répercute immédiatement sur les finances

publiques.

La gestion de la dette congolaise ne peut donc plus être pensée isolément. Elle s'inscrit dans l'équilibre plus large de la CEMAC, sous l'architecture monétaire pilotée par la BEAC et dans un environnement régional marqué par une montée généralisée des émissions obligataires.

Une trajectoire à consolider

Pour la république du Congo, la feuille de route est désormais connue. Brazzaville choisit d'allonger la maturité de la dette, de contenir les déficits primaires, de renforcer la mobilisation des recettes non pétrolières et de consolider la résilience économique. La baisse observée en 2025 constitue un signal positif. Elle ne saurait masquer la fragilité structurelle de la situation financière.

La pression sur le marché régional pourrait s'accroître et peser non seulement sur l'équilibre national, mais aussi sur l'ensemble de la zone CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale). Le directeur général de l'Économie nationale, Mondesir TSASSA, souligne que les efforts engagés commencent à produire des effets, mais « la discipline doit rester constante ».

En matière de dette publique, le véritable indicateur n'est pas seulement la baisse ponctuelle des chiffres. C'est la capacité à transformer cette accalmie en trajectoire durable.



“ Au cœur d’une Afrique qui bouge ”

NOS SECTEURS D’ACTIVITÉS



Construction & BTP



Automobile



Hydrocarbures



Santé



Distribution & équipements



Imprimerie



Agropastoral



Mines



Services

NOURMONY HOLDING EN CHIFFRES



Loisirs

Nos filiales



(+225) 27 22 22 36 47

Cocody II Plateaux Vallon, Rue du BURIDA adjacent à SORUBAT

Nourmony Holding SA NOURMONY HOLDING

Plus d'infos sur



www.nourmony.com

L'Afrique a-t-elle besoin de révolutionnaires ou de gestionnaires ?

Croire que la seule implantation d'usines suffit à enclencher une dynamique de puissance économique relève d'un optimisme incantatoire. La véritable question est structurelle : comment créer des champions nationaux capables de rivaliser, d'innover et d'exporter sous leur propre marque ?

► Par Jos Blaise MBANGA KACK



Il est des moments où l'on serait tenté d'en sourire. Mais le sujet est trop sérieux pour être abandonné aux éclats de tribune. A force de slogans répétés jusqu'à l'usure, l'Afrique finit par confondre incantation et stratégie. L'expression consacrée -« transformation locale des produits »- est devenue un totem. Elle mérite pourtant d'être disséquée, chiffres et structures à l'appui.

Transformer sur place, fort bien. Mais transformer pour qui ? Avec quels capitaux ? Sous quelle gouvernance stratégique ? Et surtout, dans quelle architecture de valeur ? Imaginons que l'on appuie sur un bouton : les chaînes industrielles s'installent à Douala, Abidjan, Dakar, Lagos, Conakry, Libreville, Brazzaville, Kinshasa,

Cotonou ou Lomé. Les rubans sont coupés, les caméras filment, les communiqués célèbrent « l'industrialisation en marche ». Mais les machines viennent d'Europe ou d'Asie. Les financements sont structurés à l'extérieur. Les brevets, les logiciels, l'ingénierie de pointe sont importés. Et les centres de décision demeurent ailleurs.

La « nationalité » d'une entreprise ne se mesure plus au drapeau flottant sur son site. Elle se lit dans la composition de son capital, dans la localisation de son conseil d'administration, dans l'origine de ses lignes de crédit, dans la maîtrise de sa propriété intellectuelle. Autrement dit, dans le pouvoir de décider. Prenons le cacao, symbole par excellence. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale en produisent l'essentiel. Ces dernières années, des unités de transformation ont vu le jour : Chocosen au Sénégal, Chococam au Cameroun, Chocogab au Gabon, Chococi en Côte d'Ivoire. On y fabrique du chocolat en poudre, des tablettes, des produits semi-finis destinés à l'exportation. Le signal politique est fort : la fête ne quitte plus systématiquement le continent à l'état brut.

Derrière plusieurs de ces implantations industrielles, on retrouve le groupe Barry Callebaut. Leader mondial de la fabrication de chocolat et de produits à base de cacao, né en 1996 de la fusion de la société belge Callebaut et de la société française Cacao Barry, le groupe a son siège en Suisse et déploie ses activités sur tous les continents. Il fournit les grandes marques agroalimentaires, maîtrise l'approvisionnement en cacao, la transformation, la formulation et une large part de la logistique mondiale. Lorsqu'un tel acteur investit à Abidjan ou à Douala, il le fait selon une logique industrielle rationnelle : proximité des matières premières, optimisation des coûts, accès à une main d'œuvre compétitive, incitations fiscales négociées avec les États. Rien d'illégi-

time. Mais rien non plus qui ne traduise ipso facto une souveraineté économique africaine.

On transforme sur place. Mais où se prennent les décisions stratégiques ? Où sont arbitrés les investissements majeurs ? Où se décident les innovations de produits, les choix des marchés, les politiques des prix ? Longtemps, les directions générales et financières étaient confiées à des expatriés. Puis, sous la pression des opinions publiques et au nom de l'« africanisation » des postes, des cadres africains ont été promus à la tête de certaines filiales. À la surface, le visage change. Dans les structures, le centre de gravité demeure. Frantz Fanon aurait parlé, sans ménagement de « peau noire, masque blanc ». L'image est sévère, mais elle souligne une tension persistante : peut-on parler d'autonomie lorsque l'essentiel du pouvoir économique reste exogène ? Le débat public s'enflamme. « Nous avons imposé la transformation locale ! » proclament certains néo-panafricanistes. Mais transformer pour quels capitaux ? Pour quelle accumulation locale ? Pour quel réinvestissement dans la recherche, l'innovation, l'extension de capacité ? À défaut d'une analyse fine des flux financiers et des chaînes de valeur, la victoire ressemble à une mise en scène. Une poudre aux yeux - et, ironie du sort, une poudre de cacao.

L'autre dimension souvent éludée : la demande. Qui consomme majoritairement ces produits transformés ? Les principaux marchés du chocolat et du café haut de gamme restent en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. Le jeune écologiste européen glisse sa pâte chocolatée dans son cartable ; les ménages occidentaux absorbent l'essentiel des volumes à forte valeur ajoutée. En Afrique, la consommation de chocolat en poudre ou d'expresso demeure marginale au regard des standards occidentaux, pour des raisons de revenus, d'habitudes alimentaires et de priorités économiques.

Faut renoncer à transformer localement ? Absolument pas. Mais croire que la seule implantation d'usines suffit à enclencher une dynamique de puissance économique relève d'un optimisme incantatoire. La véritable question est structurelle : comment créer des champions nationaux capables de rivaliser, d'innover et d'exporter sous leur propre marque ? Comment structurer des fonds de garantie solides pour sécuriser l'investissement local ? Comment doter les pays de banques de développement efficaces, transparentes et stratégiquement orientées vers l'in-

dustrialisation ? Comment renforcer les marchés financiers régionaux afin qu'ils irriguent les PME industrielles ?

Sans capital patient, sans gouvernance exigeante, sans formation technique de haut niveau, le « made in Africa » restera dépendant. Il sera un maillon dans une chaîne mondiale pilotée ailleurs. L'enjeu n'est pas l'isolement, encore moins l'autarcie. L'Afrique n'est pas appelée à se replier sur elle-même. Elle doit commercer, coopérer, attirer les investissements étrangers, intégrer les chaînes de valeur mondiales. Mais elle doit le faire avec lucidité stratégique. Le danger serait de remplacer dépendance extérieure par des monopoles intérieurs, protégés par des barrières administratives et produisant sans concurrence réelle. Le monopole n'a jamais été synonyme d'excellence. Il engendre souvent des produits chers, de qualité moyenne, et une absence d'innovation. L'industrialisation ne peut prospérer dans une économie fermée et administrée à l'excès.

Derrière la rhétorique de la transformation locale se cache un dilemme : l'Afrique a-t-elle besoin de révolutionnaires ou de gestionnaires ? Les révolutionnaires ont leur utilité. Ils réveillent, dénoncent, mobilisent. Ils rappellent les injustices structurelles du commerce international. Mais bâtir une industrie, structurer un système financier, développer une base technologique solide exigent des gestionnaires rigoureux, des planificateurs patients, des techniciens compétents, des dirigeants capables d'articuler vision et exécution.

Le populisme économique séduit les foules. La gestion, elle, exige des tableaux de bord, des indicateurs de performance, des audits, des arbitrages budgétaires parfois impopulaires. Elle exige aussi une culture de la responsabilité et de la transparence. La souveraineté économique ne se décrète pas lors d'une inauguration. Elle se construit par la capacité à financer ses propres entreprises, à protéger intelligemment ses intérêts, à négocier d'égal à égal, à former des ingénieurs et des financiers capables de tenir tête aux meilleurs. Transformer localement est une étape. Maîtriser le capital, la technologie et les marchés en est une autre. Tant que ces dimensions ne convergeront pas, l'industrialisation africaine restera incomplète.

Bonjour l'Afrique. Celle des ingénieurs, pas des tribuns. Celle des bilans, pas des banderoles. Elle a rendez-vous avec elle-même. Qu'elle n'arrive pas en retard.



MAMADOU LAMINE
GUÈYE,

Le roi ouest-africain de la logistique

Président directeur général de la Compagnie sénégalaise de transport transatlantique-Afrique de l'Ouest (CSTT-AO), Mamadou Lamine Guèye s'affirme comme le roi de la logistique minière sous-régionale avec une forte présence au Mali, au Ghana en passant par la Guinée et une ouverture sur l'Île-Maurice.

► Par MLDIATTA

La CSTT-AO (Compagnie sénégalaise de transport transatlantique - Afrique de l'ouest) se bonifie avec l'âge. Créée en 1949 par Pierre Olphe-Gaillard, Gilles de Maillé et Henry de Brie comme filiale de la société commerciale de transport transatlantique, groupe français de transport et de transit international, elle a pignon sur rue à Dakar. Son cœur de métier : faciliter les échanges commerciaux entre l'Afrique et l'Europe.

Le PDG Mamadou Lamine Guèye lui a donné un nouveau souffle et beaucoup plus d'impact. Preuve de son entregent, sa vision et sa capacité à innover afin de doper le commerce africain, gagner de nouvelles parts de marché et s'imposer en s'implantant notamment dans de nouvelles zones. Exemple, il y a quelques années, le leader ouest-africain de la logistique minière eut le flair de trouver un point d'ancrage à Port-Louis en Île-Maurice, à la lisière de l'Afrique et de l'océan Indien.

Logisticien de référence des compagnies minières en Afrique, Mamadou Lamine Guèye a compris qu'il fallait développer des activités de courtage depuis la célèbre plate-forme mauricienne surtout que l'île tient à s'imposer comme une place forte pour les services administratifs maritimes. À Port-Louis, le géant ouest-africain a enregistré une entité dénommée Meryt Maritime Services. L'idée c'est de réduire les coûts d'affrètement de ses navires pour le secteur minier d'autant qu'auparavant c'était par l'intermédiaire de courtiers que CSTT-AO travaillait avec les armateurs. Avec cette implantation à Maurice, le logisticien établit un contact direct avec les professionnels.

L'ancrage de CSTT-AO à Maurice tombe à pic. Depuis le début des années 2000, le gouvernement local travaille à imposer l'île comme un centre d'administration maritime intégré capable de gérer à la fois la propriété des cargos, leur affrètement de même que leur immatriculation. Mieux, les trois principaux armateurs mondiaux (Maersk, CMA-CGM et MSC) disposent tous de bureaux à Port-Louis.

Basé au Sénégal, le groupe de Mamadou Lamine Guèye compte parmi ses clients les principales multinationales minières du continent qui s'activent principalement dans l'or. C'est le cas du leader mondial Barrick Gold Corp du sémillant Mark Bristow. Sans oublier la britannique Randgold Resources très présente dans les mines d'or du Mali et rachetée par Barrick en janvier 2019. L'expérience client de Randgold a marqué Mamadou Lamine Guèye. Il est fier d'avoir été témoin des débuts du géant britannique dans la sous-région et il qualifie le chemin parcouru d'impressionnant.

Homme d'affaires perspicace, discret et généreux, M. Guèye a propulsé le géant de la logistique dans l'ensemble des activités de la chaîne d'approvisionnement (achat de marchandises, transport, stockage de matériel, etc.) de grands opérateurs industriels et miniers tels que AngloGold Ashanti (premier client en volume d'affaires) ou encore Sabodala Gold Operations (SGO) et Barrick Gold.

En 2025, l'entreprise de M. L. Guèye est choisie comme agent officiel au Sénégal par la célèbre compagnie maritime Ocean Network Express, une entreprise japonaise classée sixième armateur mondial de porte-conteneurs. Par ailleurs, Mamadou Lamine Guèye porte aussi la casquette de président du Groupe CSTT-AO / AFRIOLOG. Afrique Logistique Côte d'Ivoire (AFRIOLOG) ayant rejoint le leader ouest-africain dans le cadre d'un partena-

riat fécond pour offrir une gamme complète de services logistiques adaptés aux besoins des entreprises en Côte d'Ivoire et dans toute la sous-région ouest-africaine. Leur expertise en solutions logistiques intégrées repose essentiellement sur un réseau mondial de fournisseurs, une équipe de consultants et de personnel de soutien et plus de 20 ans d'expérience dans le secteur minier.

Voici les références et projets majeurs Mines & Industries d'AFRIOLOG. Il s'agit entre autres de Tongon Gold Mine, Barrick Gold, Agbaou Gold Operations (Allied Gold Mine), Bonikro Gold Mine (Allied Gold Mine), Shark Mining (Montage Gold) K1 Mining Project (Montage Gold), SOTACI, FILTISAC, ELTON OIL, COMPANY AIR LIQUIDE, UNOPS, GCB, COCOA COTE D'IVOIRE. Sans oublier les projets d'infrastructure et d'aménagement Esplanade du palais présidentiel de Côte d'Ivoire avec le groupe Vincy Energy Parc des expositions d'Abidjan Rénovation de l'immeuble Postel 2000 (Abidjan Plateau) avec le groupe Vincy Energy et les Projets d'électrification rurale en Côte d'Ivoire (intérieur & nord du pays) avec le groupe Vincy Energy.

Aujourd'hui, Mamadou Lamine Guèye a fini d'asseoir une solide réputation de Manager dans ce domaine stratégique de l'économie.

CSTT-AO, l'opérateur sénégalais qu'il dirige de main de maître, accompagne vigoureusement l'important développement minier en cours depuis une quinzaine d'années en Afrique de l'ouest. Il est présent dans de nombreux pays de la sous-région, en particulier au Mali, au Burkina, en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Ghana. Un investissement de 3,8 millions d'euros a été consenti pour l'acquisition d'une plateforme logistique d'une superficie de 30 000 m² située à Kédougou dans le sud-est du Sénégal, principale région aurifère du pays. Des initiatives novatrices ont été initiées telles que la plateforme de traitement de vrac à Kaolack et le terminal proche des utilisateurs à Moussala.

De même, le groupe a étendu ses tentacules en Afrique du Sud, en RDC (République démocratique du Congo), en Zambie et au Mozambique.

La belle expérience avec les miniers aidant, Mamadou Lamine Guèye et son groupe comptent se positionner en aval du secteur des hydrocarbures à la faveur du fameux projet offshore de Sangomar en cours de développement. La plateforme pétrolière et gazière du Port de Dakar est aussi dans sa ligne de mire.



Capitaux

Top 26 des banques africaines

Classer des banques, c'est prendre position. Derrière l'apparente froideur des chiffres se cache une question brûlante : que mesure-t-on vraiment ? La taille brute des actifs ? La solidité des fonds propres ? L'empreinte géographique ? Ou, plus politiquement, le véritable lieu du pouvoir et de la décision ? Un classement n'est jamais une vérité révélée ; c'est une lecture du réel, assumée ou dissimulée.

► Par Jos Blaise Mbanga Kack

Notre approche consiste à mettre en lumière les grandes banques africaines contrôlées par des capitaux africains, dont les centres de décision,

de gouvernance et de stratégie sont ancrés sur le continent. Peu importe qu'elles soient cotées, publiques ou privées : ce qui compte, c'est de savoir qui tient le gouvernail.

Cette démarche explique pour-

quoi ce classement peut différer de ceux publiés par d'autres médias de référence, dont les palmarès reposent sur des méthodologies propriétaires, souvent multicritères et éditorialisées.

Les données mobilisées proviennent de rapports annuels publics, de classements financiers internationaux (African Business, Global Finance), d'indicateurs tels que les actifs totaux ou le capital Tier 1, ainsi que d'informations institutionnelles disponibles. Aucun chiffre n'est sacré, aucun classement n'est repris tel quel : les sources sont croisées, comparées et contextualisées.

Ce travail propose une photographie cohérente à un instant donné. Il raconte l'ascension d'un capitalisme bancaire

décomplexé, l'élargissement de groupes panafricains nés à Lagos, Casablanca, Johannesburg ou Nairobi, ainsi que le recul progressif des anciennes tutelles européennes. Il montre où s'accumule le capital, mais surtout où s'exerce le pouvoir financier africain.

Il ne dit pas quelles banques sont les plus vertueuses, les plus innovantes ou les mieux gouvernées. Il ne mesure ni l'impact social, ni la qualité du service, ni la moralité des bilans. Ce serait un autre débat, et sans doute un autre classement.

Ce palmarès n'est ni un podium ni un verdict. C'est une grille de lecture. L'ordre de présentation suit une cartographie du pouvoir bancaire africain, et non un classement brut par taille. Des géants continentaux aux banques émergentes, la liste se lit comme une géographie de l'influence financière.

Voici donc vingt-cinq (25) banques : pas nécessairement les plus grandes, mais celles qui comptent parce qu'elles décident.

Standard Bank Group (Afrique du Sud)

Le pilier financier du Sud



Présente dans plus de vingt pays, Standard Bank est le premier groupe bancaire africain par le volume d'actifs. Elle joue un rôle central dans le financement des grandes entreprises, des infrastructures et du commerce intra-africain. Un acteur structurant de l'Afrique australe.

United Bank for Africa (UBA) (Nigéria)

Le réseau panafricain de Lagos



Avec un maillage couvrant près de vingt pays africains, UBA s'est imposée comme l'un des grands réseaux bancaires du continent. Elle finance entreprises, États et particuliers dans une logique d'intégration régionale. Une banque qui privilégie l'étendue plutôt que la concentration.

Access Bank Group (Nigéria)

L'expansion tous azimuts



En quelques années, Access Bank a pris une dimension continentale. Sa trajectoire repose sur une politique d'acquisitions ciblées et un déploiement panafricain assumé. Une stratégie fondée sur le volume et la vitesse.

Zenith Bank (Nigéria)**La forteresse de la rentabilité**

Zenith Bank s'est imposée comme l'un des piliers du système bancaire nigérian. Elle privilégie la discipline financière et une clientèle corporate exigeante. Une banque réputée pour sa robustesse plutôt que pour son expansion.

First Bank of Nigeria (Nigéria)**Le poids de l'histoire**

Fondée à la fin du XIXe siècle, First Bank incarne la mémoire bancaire du Nigéria. Elle demeure un acteur systémique malgré certaines phases de fragilité. Son influence tient autant à son héritage qu'à son poids domestique.

Guaranty Trust Bank (Nigéria)**La discipline comme signature**

GTBank s'est distinguée par une réputation fondée sur une gouvernance rigoureuse et une forte efficacité opérationnelle. Elle cible prioritairement les grandes entreprises et les clients à forte valeur ajoutée. Une référence de gestion dans la région.

Ecobank Transnational Incorporated (Togo)**La banque du continent**

Rare groupe véritablement panafricain, Ecobank déploie son réseau dans plus de trente pays. Elle relie les espaces francophones, anglophones et lusophones. Un réseau continental avant d'être une banque nationale.

FirstRand Group (Afrique du Sud)**La machine sud-africaine**

Maison mère de FNB, FirstRand figure parmi les groupes bancaires les plus rentables du continent. Elle s'appuie sur l'innovation et une clientèle diversifiée. Une mécanique bancaire éprouvée.

Absa Group (Afrique du Sud)

La reconquête africaine



Redevenue pleinement africaine après le retrait de Barclays, Absa renforce progressivement sa présence régionale. Elle ambitionne de consolider son statut de banque universelle. Une renaissance encore en construction.

Nedbank Group (Afrique du Sud)

Le pilier discret



Nedbank joue un rôle clé dans le financement des entreprises sud-africaines. Elle se distingue par son positionnement sur les projets durables et structurants. Une banque moins visible, mais essentielle.

Capitec Bank (Afrique du Sud)

La révolution par la simplicité



Capitec a bâti son succès sur une offre bancaire épurée et accessible. Elle a conquis des millions de clients particuliers. Une transformation profonde de la banque de détail.

Attijariwafa Bank (Maroc)

Le bras financier du Maroc



Premier groupe bancaire du Maghreb, Attijariwafa Bank a étendu méthodiquement son empreinte en Afrique subsaharienne. Elle accompagne entreprises et États. Un outil central de projection économique marocaine.

Groupe Banque Centrale Populaire (Maroc)

La force coopérative



La BCP s'appuie sur un modèle coopératif et sur une base domestique solide. Elle accompagne entreprises, PME et diasporas africaines. Une banque à la fois enracinée et expansionniste.

Bank of Africa (BOA)

La banque des économies locales



Le groupe, historiquement structuré autour de Dakar, opère toutefois à travers des sièges nationaux autonomes dans chacun de ses marchés, principalement en Afrique de l'Ouest. BOA finance prioritairement les PME et les économies domestiques. Une banque de proximité à dimension régionale.

Banque Misr (Égypte)

Le levier de l'État



Grande banque publique, Banque Misr soutient l'industrie et les grands projets nationaux. Elle joue un rôle central dans la politique économique égyptienne. Une institution étroitement liée à l'État.

National Bank of Egypt (Égypte)

Le mastodonte national



Première banque du pays, la NBE domine largement le système financier égyptien. Elle capte l'essentiel de l'épargne nationale. Un acteur central, avant tout domestique.

Commercial International Bank (CIB) (Égypte)

La vitrine privée



La CIB s'est imposée comme la principale banque privée d'Égypte. Elle est reconnue pour la qualité de sa gouvernance et sa rentabilité. Un symbole de modernisation bancaire.

KCB Group (Kenya)

L'épine dorsale est-africaine



KCB figure parmi les groupes bancaires les plus influents d'Afrique de l'Est. Elle finance entreprises, États et particuliers dans plusieurs pays. Un acteur clé de l'intégration régionale.

BGFIBank (Gabon)

Un leader africain au service des économies régionales



BGFIBank ambitionne de consolider sa position de leader en Afrique centrale tout en poursuivant son expansion en Afrique de l'Ouest. S'appuyant sur son expertise multiservices, son ancrage régional et son réseau international, le groupe vise à accompagner durablement les entreprises et les populations avec une approche innovante, performante et orientée client.

Banco de Fomento Angola (Angola)

Le cœur du marché angolais



La BFA compte parmi les principaux acteurs bancaires d'Angola. Elle accompagne les grandes entreprises et l'économie pétrolière. Une banque centrale dans un marché concentré.

Banco Angolano de Investimentos (Angola)

La puissance domestique



BAI domine le secteur bancaire angolais par sa taille et son influence. Elle incarne le capital national et le pouvoir économique local. Une institution incontournable.

Coris Bank International (Burkina Faso)

Le challenger endogène



Coris Bank a connu une expansion rapide en Afrique de l'Ouest. Elle porte un modèle de capital africain assumé. Une montée en puissance remarquable.

Orabank (Afrique de l'Ouest)

Le réseau régional discret



Orabank s'est structurée autour de plusieurs marchés ouest-africains. Elle finance PME et États dans des économies intermédiaires. Un acteur discret mais structurant.

Rawbank (République démocratique du Congo)

La clé du marché congolais



Première banque privée du pays, Rawbank domine le secteur bancaire congolais. Elle opère dans un environnement complexe. Un passage obligé du marché local.

AFG Bank (Côte d'Ivoire)

Au service d'une croissance africaine



AFG Bank ambitionne de devenir un partenaire financier de référence en Afrique, en s'appuyant sur l'innovation, la résilience et l'inclusion financière. Sa vision vise à accompagner durablement les populations et les entreprises, avec une approche éthique, orientée client, afin de soutenir la transformation des économies locales et régionales africaines modernes.

Vista Bank (Burkina Faso)

Au service des économies du continent



Vista Bank affirme son ambition de bâtir un grand groupe financier au service de l'Afrique. Portée par des dirigeants africains, elle mise sur une connaissance locale des réalités économiques. Convaincue que les talents du continent sont les mieux placés, elle entend soutenir durablement la croissance et les économies africaines locales.



Hilaire Bébian Diarra, Commissaire chargé des activités minières

Mali

Duel au Sommet pour l'Or de la transition

L'architecture institutionnelle du secteur minier malien connaît un séisme sans précédent. Entre le ministère des Mines, pilier historique, et le tout nouveau Commissariat aux activités minières rattaché à Koulouba, la ligne de front est tracée. Analyse d'un risque de collision administrative qui pourrait gripper le premier moteur économique du pays.

► Par Oussouf **DIAGOLA**

Le Mali ne se contente plus de réformer son Code minier ; il restructure l'État autour de ses ressources. Depuis le 21 janvier 2026, le paysage extractif bamakois compte un

nouvel acteur de poids : Hilaire Bébian Diarra. Spécialiste des géosciences et ex-conseiller spécial du chef de l'État, il a été nommé Commissaire chargé des activités minières, avec rang de ministre.

Cette nomination place l'éminent professeur Amadou Keita, actuel ministre des Mines, face à un défi inédit : cohabiter avec une structure de supervision logée au cœur de la présidence. Si l'intégrité du Pro-

fesseur Keïta et sa maîtrise des dossiers font consensus, l'arrivée de ce "super-contrôleur" redistribue les cartes de la souveraineté.

Pour les investisseurs internationaux et les partenaires du Mali, la question est brûlante. Qui détient la signature finale ? Le risque de chevauchement entre le ministère et le commissariat fait planer l'ombre d'une insécurité juridique. D'un côté, le ministère pilote la stratégie, gère le cadastre et octroie les permis via la Direction nationale de la géologie et des Mines (DNGM). De l'autre, le commissariat, créé par le décret 0902 du 31 décembre 2025, s'impose comme le bras armé de la rigueur opérationnelle. Sa mission ? Surveiller l'ensemble de la chaîne, de l'exploration à la commercialisation de l'or, du lithium ou de l'uranium.

L'équation de la complémentarité

Pour éviter un blocage institutionnel qui paralyserait le secteur, une délimitation stricte est impérative. Le salut de cette réforme réside dans une séparation claire des pouvoirs. Le Ministère comme "cerveau" doit rester le garant de la légalité internationale et de la prospective. À lui la diplomatie minière (ITIE, Kimberley), la cartographie géologique et la gestion des titres sur le temps long.

Quant au commissariat, doté d'une structure agile (cabinet, département suivi-contrôle, comité technique), il doit agir comme une police des mines. Sa force ? La remontée d'information directe vers le général Assimi Goïta, court-circuitant les lenteurs bureaucratiques traditionnelles.

Un commissariat sous haute surveillance

Hilaire B. Diarra hérite d'un "super-service" aux effectifs encore indéterminés, mais dont la puissance de feu administrative est réelle. Adjoint, chef de cabinet, chargés de mission : l'ossature du commissariat doit recevoir l'onction présidentielle. Cependant, dans l'écosystème du business africain, une structure aussi puissante soulève des interrogations sur la gouvernance. Le commissariat ne doit pas devenir un "bureau de placement" ou une administration parallèle redondante. Son succès se mesurera à sa capacité à optimiser

les recettes de l'État sans étouffer l'initiative privée.

L'arbitrage de la présidence sera décisif. Pour transformer cette rivalité potentielle en synergie, la mise en place d'un comité interministériel de coordination est désormais indispensable. L'enjeu est de taille : aligner les actions de contrôle du commissariat sur la stratégie de développement du ministère. Au Mali, l'or doit briller pour le Trésor public, mais la clarté institutionnelle reste le premier métal précieux recherché par les investisseurs. La refondation minière joue ici sa crédibilité.



Professeur Amadou Keita, Ministre des Mines du Mali



L'éthique des Affaires

Bouclier contre la fraude et moteur de la croissance africaine

Peut-on se permettre de ne pas investir dans l'éthique ? Plus qu'une contrainte réglementaire, l'éthique des affaires est un choix stratégique permettant aux leaders africains d'assainir le climat des affaires, de renforcer la crédibilité de leurs institutions et de préparer l'intégration durable du continent dans les chaînes de valeur mondiales.

► Par Souleymane Baba Damagui, CFE

La Fraude : une taxe invisible sur la confiance

Dans un paysage économique africain en pleine mutation, l'éthique des affaires n'est pas une simple posture morale ni une obligation réglementaire. Elle devient un actif stratégique immatériel. La fraude agit comme une taxe invisible sur la confiance : elle renchérit le coût du capital, fragilise les PME (petites et moyennes entreprises), affaiblit les institutions et freine l'attractivité des économies.

L'éthique représente la culture de décision, la compliance assure le respect des obligations légales et le contrôle interne constitue l'armature opérationnelle qui sécurise les processus. Ensemble, ils forment un véritable bouclier antifraude et un levier de croissance durable.

1. Les cinq visages de la fraude en Afrique

La fraude financière ne se limite pas aux détournements classiques. Elle se manifeste sous plusieurs formes :

- Fraude interne (détournements, collusion, manipulation comptable)
- Fraude externe (cyberfraude, usurpation d'identité, ingénierie sociale)
- Corruption et conflits d'intérêts
- Blanchiment et contournement des sanctions
- Manipulation du reporting et dissimulation d'informations financières

Ces pratiques ont un impact systémique : rupture de trésorerie pour les PME, hausse des taux d'intérêt, perte de crédibilité institutionnelle et renchérissement du coût du capital.

2. Gouvernance et accès au capital : l'ère du filtre ESG

Les critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance) redéfinissent désormais les flux financiers mondiaux. Ils ne garantissent pas automatiquement l'accès au financement, mais deviennent un prérequis incontournable.

Les investisseurs institutionnels et les bailleurs

exigent des preuves tangibles de gouvernance : dispositifs d'alerte, cartographie des risques, séparation des fonctions, transparence du reporting.

L'ESG agit comme un filtre d'accès au capital. Sans gouvernance crédible, le financement devient plus rare, plus coûteux ou assorti de conditions strictes.

3. Les leçons des grandes crises financières

Le scandale Enron (une entreprise américaine du secteur de l'énergie alors 7e dans la capitalisation financière, mais un cas de fraude et de manipulation financière découvert en 2001) a démontré qu'une fraude comptable peut détruire un géant mondial. La loi Sarbanes-Oxley a ensuite imposé des standards stricts de contrôle interne. Leçon pour l'Afrique : l'absence de contre-pouvoirs transforme la performance apparente en risque systémique.

Le scandale Siemens (2006) a conduit à une transformation radicale de la culture de conformité du groupe. Aujourd'hui, Siemens est cité comme référence en matière de compliance. Leçon : l'éthique est un levier de reconquête des marchés internationaux.

La restructuration d'Intercontinental Bank au Nigeria (2009) illustre les dangers d'une concentration excessive du pouvoir. L'intervention du régulateur a rappelé que la gouvernance n'est pas un luxe mais une condition de survie institutionnelle.

4. De la théorie à l'exécution : les cinq leviers opérationnels

Pour transformer l'éthique en avantage compétitif, les dirigeants doivent agir sur cinq leviers clés :

1. Tone at the Top : exemplarité réelle et tolérance zéro.
2. Contrôles internes robustes : séparation des tâches et audits indépendants.
3. Digitalisation des processus : traçabilité et réduction des interventions manuelles.
4. Protection des lanceurs d'alerte : mécanismes sécurisés et indépendants.
5. Gestion du risque tiers : une diligence systématique des partenaires et fournisseurs.

5. La rentabilité de l'intégrité

La fraude génère des coûts multiples : pertes financières directes, frais juridiques, audits de remédiation, atteinte à la réputation et mobilisation excessive du management. À l'inverse, la gouvernance réduit le coût du capital,

sécurise les investisseurs et protège la pérennité institutionnelle.

Une culture éthique solide agit comme une assurance stratégique contre la crise.

L'Afrique, laboratoire d'excellence éthique

L'éthique des affaires n'est plus une contrainte réglementaire subie, mais un choix stratégique de croissance. En assainissant le climat des affaires, les leaders africains renforcent la crédibilité de leurs institutions et préparent l'intégration durable du continent dans les chaînes de valeur mondiales.

La question n'est plus de savoir si l'on peut se permettre d'investir dans l'éthique. La véritable question est : peut-on se permettre de ne pas le faire ?





**Passez-nous vos
commandes de
sacs classiques et
solaires!**



**Nous sommes au service des communautés et des
organisations publiques comme privées.**



**SIEGE SOCIAL : LOKOSSA
BP 248 LOKOSSA.**



+229 0197465023.



christophe.tozo@gmail.com



**DIRECTION GÉNÉRALE :
07 BP 1073 COTONOU**



+229 0194747411



newvisiongroup23@gmail.com

Afrique de l'Ouest et Centrale

Transformer pour créer de la valeur, un défi des filières d'exportation

Les économies de la sous-région ouest et centre-africaine reposent encore largement sur l'exportation de matières premières. Que ce soit le cacao en Côte d'Ivoire, le coton au Bénin, le phosphate au Togo, l'or noir au Congo-Brazzaville, le palmier à huile au Cameroun, l'arachide au Sénégal ou le cheptel au Mali, ces produits constituent le socle des revenus d'exportation et, pour certains, une part majeure du PIB national. Pourtant, derrière ces chiffres se cache un défi récurrent : la faible transformation locale.

► Par Jesdias LIKPETE



Atelier de fabrication de vêtements à la GDIZ (Bénin)

Longtemps, la logique dominante a été celle de l'exportation brute. Les ressources quittent les ports sous leur forme primaire, laissant la majeure partie de la valeur ajoutée dans les mains de pays consommateurs ou de multinationales. Cette dépendance expose les économies locales aux fluctuations des marchés internationaux et freine la création d'emplois industriels.

Aujourd'hui, les gouvernements et les acteurs économiques

cherchent à inverser cette dynamique. Au Togo, le phosphate, jadis exporté presque intégralement à l'état brut, fait l'objet de stratégies pour accroître la production d'engrais et de produits dérivés sur place. Au Bénin, le coton, longtemps destiné aux usines asiatiques, connaît un début de transformation locale pour soutenir la filière « Made in Bénin ». Au Mali, le défi se situe dans l'élevage : valoriser le cheptel à travers la transformation de viande et de produits dérivés afin d'augmenter les revenus et

les emplois.

Dans d'autres pays, les enjeux sont similaires. Le Cameroun, malgré une production de palmiers à huile solide, peine à capter la valeur sur l'ensemble de sa chaîne. Le Sénégal tente de redynamiser la filière arachidière, avec des ambitions de production locale d'huile et de dérivés, tandis que le Congo-Brazzaville cherche à transformer son pétrole et son gaz en moteur de développement industriel. Enfin, la Côte d'Ivoire illustre parfaitement ce paradoxe. Premier producteur mondial de cacao, le pays voit encore une grande partie de la valeur échappée à l'international et mise sur la transformation locale pour sécuriser ses revenus et réduire sa dépendance aux cours mondiaux.

La série d'articles qui suit propose de passer en revue ces filières, leurs réussites, leurs obstacles et les stratégies mises en place pour que la transformation locale cesse d'être un enjeu secondaire et devienne un moteur de développement économique durable.



Cameroun

Le palmier à huile peine à devenir un moteur industriel

Transformer localement, capter la valeur, créer l'emploi : le mantra du « made in Africa » irrigue les discours économiques du continent depuis deux décennies. Le palmier à huile au Cameroun en offre une illustration saisissante et cruelle. Une production bien réelle, un déficit structurel béant, et une chaîne de valeur qui continue de fuir par les deux bouts.

► Par Jos Blaise Mbanga Kack

Le chiffre est officiel, annoncé par le Premier ministre camerounais Joseph Dion Ngute dans le cadre du Programme économique et financier. En 2024, le Cameroun a produit 446 984 tonnes d'huile de palme brute, en progression de 11,7 % sur un an (cf. Business in Cameroon). Dans le même temps, la demande nationale oscille entre 700 000 et 1000 000 tonnes par an, selon les estimations de l'Association des raffineurs des oléagineux du

Cameroun (AROC), reprenant les données de l'Institut national de la statistique (INS). L'écart est vertigineux. Le pays produit moins de la moitié de ce qu'il consomme.

« La filière huile de palme connaît un déficit permanent face à une demande sans cesse croissante », confirme l'ingénieur agronome à la retraite Jean Pierre Njock. Il pointe une constellation de facteurs : faiblesse des rendements, enclavement des bassins de production, coût prohibitif des intrants, accès difficile au

foncier et aux financements. « La faible organisation et structuration des producteurs villageois » figure en tête de ses préoccupations.

Une dépendance aux importations qui s'emballa avant de refluer

Les chiffres de importations, communiqués par l'AROC, sur la base des statistiques de l'INS du commerce extérieur, racontent une trajectoire alarmante. En 2020, 70 000 tonnes d'huile de palme ont été importées, 120 000 en 2021, 143 000

en 2022. En 2023, c'est un pic historique avec 200 000 tonnes importées. Mais, en 2024, un reflux notable s'opère avec seulement 68 719 tonnes importées. L'agronome Jean Pierre Njock nuance ce retour de tendance. La baisse de 2024 serait « certainement due à l'action conjuguée des pouvoirs publics et des acteurs du secteur privé », sans qu'il soit encore possible d'en mesurer la solidité structurelle. Une dérogation reste accordée aux raffineurs pour importer de façon conjoncturelle, afin d'éviter toute pénurie industrielle. « Ce qui ne constitue pas une remise en cause de l'option import-substitution », précise-t-il. Entre 2017 et 2023, la facture cumulée des importations a atteint 280,4 milliards FCFA (cf. Business in Cameroon). La sortie de devises est massive. L'opportunité industrielle non saisie tout autant. Tandis que le Cameroun importe massivement pour combler son déficit, il exporte également modestement, mais significativement. Selon le média camerounais Investir

au Cameroun qui reprend les données de l'INS, en 2023, les exportations d'huile de palme ont atteint 1687,5 tonnes, générant 2,2 milliards FCFA de recettes, soit le triple de 2022. Un an plus tard, elles s'effondrent de 97 % pour tomber à 152 tonnes. La lecture est sans appel : dès que le déficit intérieur se creuse, les exportations s'évaporent. Le marché domestique reprend sa priorité – par la force des choses, non par stratégie.

Une filière ancienne, un capital recomposé

Historiquement adossée à l'État, la filière palmier à huile a subi de plein fouet la vague de privatisation des années 2000. Trois acteurs majeurs dominent désormais le segment industriel : La Socapalm (Société camerounaise de palmeraies), contrôlée majoritairement par le groupe luxembourgeois Socfin, la Cameroon Development Corporation (CDC), entreprise publique fragilisée par la crise anglophone, et la Pamol plantations (PLC, acteur historique en difficulté. La production est

camerounaise, la main d'œuvre aussi. Mais le capital, lui, regarde souvent vers le Luxembourg ou Kuala Lumpur.

De la grappe au bidon, la chaîne se déroule en trois étapes : récolte des régimes, extraction de l'huile brute en huileries artisanales ou industrielles, raffinage pour l'alimentation humaine et les usages industriels. Le Cameroun compte une quinzaine d'unités de raffinage opérationnelles ou en projet. Mais le raffinage reste insuffisant et les capacités industrielles peinent à absorber une production villageoise mal structurée.

Loin d'écartier le petit planteur de l'équation, l'agronome Jean Pierre Njock en fait un pilier stratégique sous exploité. Le palmier à huile lui offre « des revenus réguliers et récurrents sur 20 à 25 ans », avec des besoins en fonds de roulement « relativement bas en période de pleine production ».

Poids économique stratégique mais statistiquement invisible

L'agriculture représente environ 17 % du PIB camerounais en 2024 selon le site The Global Economy. Quelle est la part spécifique du palmier à huile dans ce total ? « La faible disponibilité des statistiques fiables sur les différents segments de la chaîne de valeur palmier à huile ne permet pas de ressortir clairement la part de la filière dans le PIB du pays », souligne l'agronome Jean Pierre Njock.

Le palmier à huile camerounais est un chantier-vaste prometteur, et encore trop souvent géré comme une rente plutôt que comme un projet industriel. La valeur est là. La question est de savoir pour qui elle sera captée.





Interview de Jean Pierre Njock, ingénieur agronome

« Sans la mise en route de ces actions, la filière huile de palme au Cameroun risque, malgré tout son potentiel, de ne pas tenir ses promesses »

► Propos recueillis par Jos Blaise Mbanga Kack

À l'heure où le continent africain fait de la transformation des matières premières un credo de souveraineté économique, le Cameroun s'est-il trouvé face à un véritable éventail d'options stratégiques ?

Quelles filières auraient pu, ou dû, rivaliser avec l'huile de palme dans cette course à la valeur ajoutée ?

Le Cameroun, à l'instar des autres pays africains, s'est engagé dans la bataille pour la réalisation

de la souveraineté économique, à travers un axe majeur qui est la transformation au niveau local de ses matières premières. À cet effet, il a envisagé plusieurs stratégies. La promotion de l'import-substitution à travers la valorisation de ses filières des produits de base tels que le cacao, le café, le coton, l'huile de palme, la banane, le caoutchouc. Ce qui réduirait les importations. La transformation du bois et des ressources forestières, la transformation minière et énergétique par la valorisation locale de minerais de bauxite et de fer principalement. S'agissant des produits de base, les filières cacao, caoutchouc auraient pu rivaliser avec l'huile de palme dans cette course à la valeur ajoutée.

Quel diagnostic posez-vous sur la filière huile de palme au Cameroun - entre potentiel affiché et réalité du terrain ? Et peut-on mettre des chiffres fiables sur son poids réel dans l'économie nationale ?

La filière dispose d'un fort potentiel, avec un marché disponible et un impact socioéconomique réel à travers de nombreux emplois directs et indirects qu'elle génère. Mais elle souffre de maux profonds : faible organisation des producteurs villageois, mauvaise maîtrise des itinéraires techniques, enclavement des bassins de production, coût prohibitif des intrants, accès difficile au foncier et aux financements.

C'est d'ailleurs ce potentiel qui a conduit le gouvernement à mettre en place le Plan triennal 2024-2026, après le Programme de développement des palmeraies villageoises qui avait déjà fait émerger des structures comme l'UNEXPALM.

Sur la question des chiffres : la faible disponibilité des statistiques fiables sur les différents segments de la chaîne ne permet pas, à ce jour, de ressortir clairement la part de la filière dans le PIB du pays. C'est un angle mort qui pèse sur toute politique sectorielle sérieuse.

Savonneries industrielles, grandes multinationales, PME de transformation, toutes sont gourmandes en huile de palme brute. La production nationale actuelle est-elle en mesure de nourrir ces appétits, ou le Cameroun court-il le risque de sous alimenter sa propre industrie dérivée ?

L'offre nationale est clairement incapable de satisfaire la demande. C'est d'ailleurs pourquoi une dérogation est accordée aux raffineurs et autres industriels pour procéder à des importations de façon conjoncturelle afin d'éviter toute pénurie. Cette disposition ne remet pas en cause l'option de l'import - substitution - elle en est simplement

l'aveu temporaire d'un chantier encore inachevé. La tendance baissière des importations en 2024 devrait se poursuivre sous l'effet conjugué de l'action des pouvoirs publics et des acteurs privés.

Le palmier à huile est une culture de patience, inadaptée à l'urgence du quotidien du petit producteur. Face aux mastodontes de l'agro-industrie, celui-ci peut-il encore tenir la route- ou assiste-t-on à sa marginalisation silencieuse ?

La patience imposée par le palmier à huile est réelle - trois à cinq ans avant le premier régime commercialisable. Mais c'est un faux procès fait à cette filière. Pendant ces premières années, le petit exploitant peut cultiver des vivriers en intercalaire dans sa palmeraie pour maintenir ses revenus. Une fois en pleine production, l'intérêt est considérable : des revenus réguliers et récurrents, sur vingt à vingt-cinq ans, avec des besoins en fonds de roulement relativement bas - ce qui sécurise l'exploitation. Les sous-produits sont valorisés localement. La demande, elle, est permanente au quotidien.

Quant à la marginalisation du petit paysan face aux agro-industries, je réfute cette opposition. Ils sont complémentaires. L'enjeu du déficit est tellement immense qu'il y a de la place pour tous les acteurs. Ce que l'État doit garantir, c'est que l'encadrement technique du petit paysan suive, pour que cette complémentarité ne soit pas qu'un discours.

Si vous deviez dessiner la trajectoire de la filière huile de palme au Cameroun à l'horizon 2030-2035, quels en seraient les contours avec ses promesses mais aussi ses zones d'ombre ?

À l'horizon 2030-2035, l'État devrait accompagner cette filière sur plusieurs fronts : soutenir la production de matériel végétal de qualité, à haut rendement et à un coût abordable pour le petit paysan, appuyer l'approvisionnement en intrants agricoles, notamment les engrais spécifiques au palmier à huile, indispensables à assurer la régénération par le renouvellement annuel des vieilles plantations ; l'amélioration des rendements ; et favoriser l'accès au foncier pour encourager la mise en place d'exploitations de moyenne importance - de véritables PME agricoles, intermédiaires entre le petit paysan et les mastodontes de l'agro-business. Sans la mise en route de ces actions, la filière huile de palme au Cameroun risque, malgré tout son potentiel, de ne pas tenir ses promesses.



Coton béninois

De l'exportation brute à la quête de valeur ajoutée industrielle

Longtemps exporté sous forme brute vers les marchés asiatiques, le coton béninois commence progressivement à être transformé localement. L'objectif est clair, capter davantage de valeur ajoutée, créer des emplois industriels et renforcer la dynamique du « Made in Bénin ».

► Par Kevin da SILVA

Le coton, souvent appelé « or blanc », demeure l'un des piliers de l'économie béninoise. Cette culture stratégique mobilise des centaines de milliers de producteurs et alimente une part importante des exportations du pays. Pour la campagne 2024-2025, la production nationale est estimée à près de 669 000 tonnes, contre 587 000 tonnes lors de la campagne 2022-2023. Cette progression confirme la place centrale du coton dans l'économie agricole du pays. Historiquement, la

majeure partie de la production était exportée vers des pays comme le Bangladesh, la Chine ou l'Inde, où elle était transformée en fils, tissus ou vêtements destinés au marché mondial. Selon le spécialiste des questions fiscales Franck Rolland Sossa, ce choix d'exportation du coton brut s'explique en partie par des contraintes économiques et structurelles. Il souligne que la vente de la fibre brute permet aux États de générer rapidement des devises étrangères et de soutenir leurs finances publiques. Dans un contexte

où les besoins budgétaires sont importants, cette stratégie peut constituer un moyen de sécuriser les recettes tout en soutenant les revenus des ménages ruraux. Mais cette logique comporte une limite essentielle, la transformation industrielle, qui génère la plus grande partie de la valeur économique, est réalisée à l'étranger.

De l'exportation de la fibre brute à la recherche de valeur ajoutée

Conscient de cet enjeu, le Bénin a engagé depuis quelques années une stratégie visant à

industrialiser la filière coton. La création de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), inaugurée en 2020, constitue l'un des principaux instruments de cette politique. Cette zone industrielle vise à attirer des investisseurs internationaux et à développer la transformation locale de la fibre en produits textiles finis destinés à l'exportation.

La transformation du coton suit un processus industriel structuré. Le coton graine est d'abord décortiqué afin de séparer les fibres des graines. Les fibres sont ensuite filées pour produire du fil de coton, avant d'être tissées ou tricotées. Après les étapes de teinture et de finition, ces tissus sont transformés en produits finis tels que des t-shirts, des polos ou du linge de maison. Cette chaîne de transformation permet de multiplier la valeur économique du coton brut. Aujourd'hui, environ 40 000 tonnes de coton sont transformées localement chaque année, soit près de 12 % de la production nationale. Les produits issus de ces unités industrielles sont exportés vers des marchés exigeants, notamment en Europe et aux États-Unis, où ils sont parfois intégrés dans les chaînes d'approvisionnement de marques internationales. Cette première intégration industrielle permet déjà de capter une partie de la valeur ajoutée au niveau national et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour la filière.

La GDIZ, pilier de l'industrialisation de la filière coton

Pour Franck Rolland Sossa, la GDIZ représente un levier stratégique majeur dans cette transformation économique. Selon lui, en transformant localement le coton, le Bénin remonte

progressivement la chaîne de valeur mondiale du textile. Cette évolution favorise la création d'emplois industriels, mais elle contribue à attirer des investisseurs internationaux intéressés par un environnement industriel doté d'infrastructures modernes et d'incitations fiscales. L'impact potentiel sur l'emploi et la diversification économique est significatif.

Alors que la culture du coton soutient déjà une large partie de la population rurale, l'industrialisation de la filière ouvre de nouvelles opportunités dans les secteurs de la production textile, de la logistique, de la distribution et du commerce. En développant ces activités, le pays peut réduire sa dépendance aux exportations de matières premières et renforcer son tissu industriel.

La transformation locale du coton reste, cependant, limitée. Les capacités industrielles actuelles ne permettent pas d'absorber l'ensemble de la production nationale. La majorité du coton continue d'être exportée sous forme brute. Et M. Sossa de souligner que cette situation tient principalement au fait que les infrastructures industrielles, bien qu'en expansion, ne disposent pas encore de la capacité nécessaire pour transformer la totalité de la production. Il rappelle qu'au-delà de la pro-

duction industrielle, la question des marchés d'écoulement demeure essentielle. Produire des textiles localement suppose en effet de pouvoir les vendre sur des marchés internationaux compétitifs.

La filière doit relever plusieurs défis structurels. La dépendance aux investissements étrangers pour développer les infrastructures industrielles constitue un enjeu important, tout comme la nécessité d'améliorer la qualité et la régularité de la production agricole afin de répondre aux exigences des chaînes industrielles et des marchés internationaux. Toutefois, les perspectives restent prometteuses. Le gouvernement béninois mise sur l'industrialisation progressive de la filière pour accroître la transformation locale du coton dans les années à venir. La transformation locale constitue, selon Franck Rolland Sossa, le modèle économique le plus durable pour l'économie béninoise à long terme. En effet, transformer du coton en fil, en tissu ou en vêtements permet d'augmenter la valeur de la matière première et de créer des emplois à différentes étapes de la chaîne de production. Elle permet aussi de positionner le Bénin comme un pôle industriel dans le secteur textile.



Mali

L'élevage face à l'équation de la transformation du bétail sur pied

Le Mali est un pays agropastoral avec un cheptel important de bovins, d'ovins, de caprins et de camelins. Le secteur de l'élevage contribue à hauteur de 25 à 30 % de la production du secteur rural et génère 15 % des recettes d'exportation du pays. Le cheptel constitue le troisième produit d'exportation, après le coton et l'or.

► Par Moussa DIARRA

Le Mali est, par excellence, un pays d'élevage et, surtout, d'exportation du bétail sur pied en destination de ses voisins notamment côtiers. Au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), il est deuxième producteur de bétail, après le Nigéria et premier dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

La filière peau et cuir, dérivée de l'élevage, demeure aussi un pilier stratégique de l'économie malienne. Elle contribue à, environ, 19 % du produit intérieur brut (PIB) et à accroître les sources de revenus, la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté

À l'occasion du lancement officiel de la Campagne nationale de vaccination du cheptel, édition 2025-2026, le ministre de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba, révélait qu'en 2024, le cheptel national était estimé à environ 14 millions de bovins, 52 millions de petits ruminants, 1,4 million de camelins, 600 000 équins, 1,2 million d'asins, 90 000 porcins et 57 millions de volailles. À cet égard, le potentiel national en sous-produits d'abattage est énorme.



Lors de la 14^e session du comité de pilotage de l'Abattoir frigorifique de Sabalibougou Coura, tenue récemment, Youba Ba affirmait que cet abattoir à lui seul a produit au cours de l'année 2025, environ 7 605 tonnes de viandes toutes espèces confondues, et vendu 303 tonnes de sous-produits d'abattage. Il faut entendre par sous-produits, toutes les parties des animaux abattus qui ne font pas partie de la carcasse. Il s'agit du sang, des os, des cornes, des sabots, des onglons, des matières stercoraires, c'est-à-dire le contenu des panses et intestins, des boyaux, plumes.

Pour valoriser ce potentiel productif, les acteurs de la filière bétail-viande sont unanimes pour soutenir que les autorités maliennes doivent miser sur la diminution de l'exportation massive du bétail sur pied, en intensifiant la transformation industrielle.

Le Mali pourrait tirer de l'élevage des revenus substantiels, s'il arrive à initier et faire appliquer une bonne politique de négociation commerciale et de transformation industrielle au profit de ce secteur. Les autorités sont sur cette voie, à travers l'engagement du processus de labellisation de la viande rouge et de

ses dérivés pour la filière, sans oublier la volonté perceptible de modernisation des abattoirs du pays. L'évolution de la situation est suivie de près du côté des acteurs de la filière qui apprécient cette décision comme un point de départ pour le développement de la chaîne de valeur de la filière bétail/viande.

Toute chose qui pourrait contribuer à la réduction de l'exportation massive des animaux sur pied qui a commencé bien avant les indépendances, entre le Mali et les frontaliers., notamment de la côte atlantique. « Cette pratique qui gangrène, représente de nos jours, un manque à gagner énorme pour le pays », déplore le président de l'Interprofession de la filière bétail et viande du Mali, Mamoudou Abdoulaye Diallo. « Quand nous abattons nos animaux sur place, les sous-produits dérivés (les estomacs, les sabots, les cœurs, les reins, les poumons) peuvent être également transformés pour approvisionner nos différents restaurants », assure-t-il, avant d'ajouter que cela permettra aux moins nanties, de pouvoir acheter aussi de la viande de qualité pour pouvoir assurer leur alimentation en viande.

Selon Mamoudou Abdoulaye Diallo, l'Interprofession est en train de discuter avec les partenaires techniques et financiers mais aussi avec le département en charge de l'Élevage et de la Pêche, pour pouvoir doter le Mali d'abattoirs modernes en vue de transformer les produits sur place au lieu de continuer à vendre du bétail sur pied. « Il faut qu'on sorte de cette pratique très ancienne pour valoriser nos produits en créant des unités de transformations modernes et des abattoirs de pointes certifiés

pour que la viande du Mali soit vendue à l'international », développe-t-il.

Il explique qu'« en exportant du bétail sur pied, il y a beaucoup de sous-produits et autres matières essentielles que nous perdons ». Il cite, notamment, les sabots, les peaux et les résidus des abats qui peuvent être transformés pour obtenir du biogaz.

Valeur ajoutée

Parlant du chiffre d'exportations de notre bétail, le président de l'Interprofession estime que seulement par semaine, c'est des milliers de têtes qui sortent du Mali, par différentes frontières. « Au moins, des dizaines de camions qui sortent par jour par la frontière avec le Sénégal vers Kéniéba et de Kayes vers Diboli, dans l'Ouest du Mali. De même que par les frontières Sud du Mali avec la Guinée et la Côte d'Ivoire (en raison de 40 à 50 têtes par camion. À travers toutes ces frontières, les animaux maliens sortent au quotidien par centaine », fait-t-il savoir.

Ce qui n'est pas sans difficultés pour les acteurs de la filière. Le président de l'Interprofession de la filière bétail-viande souligne que tout le bétail est exporté soit sur pied ou par camion. « Ce bétail perd beaucoup de poids avant d'atteindre leur destination. Cela est un manque à gagner pour le pays et pour les commerçants », révèle-t-il. Avant de souligner que l'absence de bétailières fait que les animaux sont transportés dans des conditions difficiles qui fait que certains se blessent et d'autres meurent.

Le président de l'Association nationale des transformateurs bétail-viande du Mali (ANA-

TRABEVIM), Mahamadou Doucouré, soutient qu'essentiellement, c'est les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), qui fournissent les pays côtiers en bétail.

Autour de la vente et de la transformation des sous-produits d'abattage, se développe un business florissant. Dans un coin de l'air d'abattage, est installé un groupe de personnes composé uniquement d'hommes s'occupant de l'épilation et du nettoyage des peaux, des têtes, des pattes et queues des bovins et de petits ruminants pour la consommation.

Amadou Guindo fait partie de ces personnes. Il dit avoir fait plus de 15 ans dans cette activité qu'il trouve très bénéfique. Par jour, avec les collègues, ils peuvent éplucher environ 20 têtes et pattes de bovins et de petits ruminants et les prix varient entre 1.000 Fcfa et 2.500 (chèvre, mouton ou bovins). Notre interlocuteur trouve cette activité rentable car grâce à ça il parvient à nourrir sa famille.

Quant à Amadou Ouattara, son travail consiste à récupérer les peaux des ovins et caprins avec les bouchers pour ensuite revendre à l'usine de tannerie. Un travail qu'il trouve rentable, car grâce à cette activité, il arrive à joindre les deux bouts même si le prix des peaux d'animaux a beaucoup baissé.

Même si le travail reste méticuleux, avec des moyens encore rudimentaires, l'administrateur de l'abattoir souligne que la valorisation des sous-produits d'abattage représente une opportunité économique pour plusieurs jeunes et contribue à la fois, à la réduction du taux de chômage des jeunes.



Sénégal

Une filière arachidière à la recherche d'un modèle huilé

Le poids de l'arachide dans le PIB du Sénégal est estimé entre 10 et 15% alors qu'il était à plus de 50 % à l'indépendance. La production d'environ 1,15 million de tonnes en 2025-2026 devrait positionner le pays comme deuxième producteur africain, derrière le Nigéria. Malgré cette embellie, la transformation locale reste le maillon faible de cette filière à fort potentiel économique.

► Par Bacary DABO

Au Sénégal, l'arachide est la culture de rente la plus importante. Elle est cultivée principalement dans le bassin arachidier (Kaolack, Kaffrine, Fatick, Diourbel) et les régions de Thiès et Louga, où les conditions agro-climatiques favorisent sa croissance. L'arachide fut introduite au Sénégal en 1659. Autrefois, elle était destinée principalement à l'exportation. Au fil des ans, elle est devenue une culture fourragère pour les animaux et vivrière pour les po-

pulations locales, tout en conservant son caractère de culture de rente. Elle a fortement marqué l'agriculture sénégalaise du fait de sa contribution aux recettes d'exportation du pays. Dès sa première année d'exportation en 1841, 70 tonnes ont été acheminées vers d'autres marchés avec une production annuelle passant de 500 mille à 1 million de tonnes.

Sur le plan socio-économique, la culture arachidière occupe une part importante des terres agricoles avec près de 40 % des superficies cultivées. Elle est

considérée comme un moteur de l'économie rurale, fournissant emplois et revenus à des centaines de milliers de petits producteurs. Le dynamisme de la filière laisse transparaître une chaîne de valeur simplifiée constituée de la production agricole, la collecte par coopératives ou huileries, la transformation (huile, tourteaux, produits alimentaires) et la commercialisation locale et l'exportation.

Les statistiques du ministère de l'Agriculture montrent que les niveaux de production varient selon les campagnes agricoles.

Pour la campagne agricole 2023/2024, le Sénégal a produit environ 1,67 million de tonnes d'arachides, soit une augmentation de 11,5 % par rapport à l'année précédente. Pour la période 2024/2025, la Sonacos (Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal) évoque une progression de collecte d'arachide multipliée par +11 %. Exemple, au mois de février 2025, son usine implantée à Diourbel a enregistré une collecte de 22 mille tonnes contre 19 992 tonnes l'année précédente. Dans la même foulée, les services de la Sonacos confient que les producteurs arachidiers ont bénéficié d'une augmentation de prix de 9 % impactant plus 200 mille producteurs

D'autres estimations annoncent une production nationale plus modérée. C'est à l'image de l'ANSD (Agence nationale de la statistique et de la démographie) qui avait annoncé que la production d'arachide a baissé de 1,26 % en 2021. Un état de fait qu'elle impute au recul des superficies emblavées de 0,25 % soutenu par le repli du rendement de 1,03 %. Pour la campagne de commercialisation 2024-2025, l'État a mobilisé près de 38 milliards de FCfa pour la collecte. Le prix d'achat a été relevé de 8,9 % à 305 FCFA/kg.

Le Sénégal 2e producteur derrière le Nigéria

Les projections sont optimistes pour la période 2025/2026. La production pourrait rebondir à environ 1,15 million de tonnes positionnant alors le Sénégal comme deuxième producteur africain derrière le Nigéria. Le poids direct de l'arachide dans le PIB national a tendance à diminuer face à la diversification

économique, mais elle reste très importante. Les arachides contribuaient historiquement à environ 60 % du PIB agricole, selon plusieurs évaluations techniques dont celles de la Banque mondiale.

L'agriculture représente environ 14 - 17 % du PIB total du Sénégal, avec l'arachide comme première culture de rente. Alors que l'industrie représente environ 24 % du PIB et les services près de 49 %, l'arachide reste essentielle surtout pour l'économie rurale et les exportations agricoles. La filière emploie potentiellement jusqu'à un million de personnes. Selon Sidy Bâ, chargé de communication et porte-parole du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Cncr), qui regroupe 34 fédérations, l'agriculture permet de générer plus de 100 milliards de FCfa en l'espace de trois mois de commercialisation. Elle occupe 60 à 110 % de la population active du Sénégal. Sur près de 14 mille villages, les 12 mille cultivent de l'arachide qui continue de jouer un rôle primordial dans l'organisation des ménages ruraux. M. Bâ estime qu'en régulant l'utilisation de la terre, en démocratisant l'élevage, l'arachide a favorisé l'urbanisation du Sénégal, en développant

les infrastructures ferroviaires. Si la filière arachidière ne domine plus l'économie sénégalaise comme dans les années 1960, elle reste un pilier du secteur agricole et un facteur important de revenu rural.

Des mesures pour booster la transformation industrielle

Avec la production record annoncée, la Sonacos vise 250 mille à 450 mille tonnes, tandis que l'exportation est régulée pour soutenir l'industrie locale. Ce qui laisse une volonté politique affichée pour doper la transformation locale. « L'arachide constitue un levier essentiel de notre sécurité alimentaire et économique. Notre priorité est de renforcer la transformation locale pour augmenter la valeur ajoutée et améliorer le revenu des producteurs », disait le ministre Mabouba Diagne, lors d'une récente visite dans le bassin arachidier. Cette mesure s'avère nécessaire dans la mesure où la filière arachidière, pilier économique, est confrontée à la concurrence internationale et à la nécessité de renforcer la transformation locale.

L'exportation de graines est devenue un enjeu majeur, avec plus de 300 mille tonnes exportées en 2019, principalement



vers la Chine. Le gouvernement réglemente ces exportations pour assurer l'approvisionnement des usines locales.

La transformation industrielle est assurée par des sociétés comme Sonacos SA qui joue un rôle central, transformant d'importantes quantités de graines en huile d'arachide, tourteaux, et autres produits dérivés. Cette huilerie exporte une partie de ses produits vers l'Europe. Elle reste le principal acteur industriel, avec une transformation locale qui produit de l'huile de qualité et de la pâte d'arachide. Créée depuis 1975 par l'État du Sénégal, la Sonacos est spécialisée dans la chaîne de valeur arachidière. Elle prend en charge les préoccupations en termes d'achat et de transformation de cette production.

Quand la transformation artisanale fait de la résistance

La transformation de l'arachide au Sénégal se poursuit au-delà du niveau industriel. La transformation artisanale est pratiquée dans les zones rurales du bassin arachidier avec des centaines d'unités qui produisent de l'huile artisanale, de la pâte d'arachide, du beurre d'arachide, etc. La transformation artisanale se bat farouchement avec une part significative de l'arachide consommée localement. La dernière Étude monographique sur la transformation de l'arachide au Sénégal (Emtras) réalisée dans les quatre régions du bassin arachidier (Fatick, Kaolack, Kaffrine, Diourbel) par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd) a permis de recenser 902 unités évoluant dans la transformation non industrielle de l'arachide dans la zone.

Par ailleurs, renseigne le document, la production en valeur, des produits dérivés de l'arachide, était de 22,21 milliards de FCfa en 2018 dont 15,95 milliards FCfa viennent de la production d'huile brute et 6,26 milliards FCfa répartis entre les autres produits dérivés de l'arachide. La région de Diourbel occupe ainsi la première place, avec 91 % des unités recensées et 92 % de la production. S'agissant de la richesse générée, l'activité a créé une valeur ajoutée de 9,54 milliards de FCfa. Au titre de l'emploi, confie l'ANSD, une main-d'œuvre de 9 813 individus au total a été enregistrée, dont 1 176 permanents. La majorité des exploitants est constituée de femmes.

L'intérêt de cette étude est porté sur les unités de transformation artisanales et semi-industrielles de l'arachide. En d'autres termes, seules les industries formelles transformatrices d'arachide sont exclues du champ qui comporte les unités individuelles actives dans la transformation de l'arachide, les Groupements d'intérêt économique (Gie) et les entités semi-industrielles qui commercialisent tout ou une partie de leur production. Un acteur d'un groupement de transformateurs déclare à l'ANSD : « Nous transformons l'arachide en huiles, beurre et produits alimentaires locaux. Ce secteur crée des emplois pour beaucoup de jeunes et de femmes dans le bassin arachidier. » Alors que le directeur général d'une société de transformation dit : « Grâce à nos capacités industrielles, nous cherchons à diversifier nos marchés et à positionner l'huile sénégalaise sur les marchés internationaux, tout en renforçant les chaînes de valeur locales. »

Depuis 2015, 5 349 équipements de transformation post-récolte ont été déployés par le PUDC (Programme d'urgence de développement communautaire), au profit des femmes dans 4 874 villages. Cette initiative est partie intégrante de la composante Appui à la transformation agricole, qui est une contribution à la transformation structurelle du secteur agricole qui vise la croissance inclusive à travers l'appui à l'émergence d'entreprises rurales pour porter le développement endogène durable. Il s'agit de combiner la promotion de chaînes de valeur agricoles au sens large du terme et l'entreprenariat agricole créateur d'emplois.

Des défis énormes pour une transformation durable

Si la transformation arachidière est une nécessité au Sénégal, elle doit faire face à un ensemble de défis léonins. Interpellé sur la question, Sidy Bâ pointe des goulots d'étranglement qui ont pour noms faiblesse de la production, dégradation du capital semencier... Et M. Ba, secrétaire général du Cadre de concertation des producteurs d'arachide (Ccpa), appelle l'État sénégalais à déployer des moyens pour remettre à niveau et moderniser la Sonacos mais aussi les unités industrielles détenues par des nationaux organisés en association ou en coopératives. Selon lui, même la Sonacos a des capacités d'utilisation extrêmement réduites. Cela s'explique par la vétusté de son matériel et de son unité de transformation. Sidy Ba exige des mesures de protection des unités de transformation face à la forte concurrence des exportateurs chinois.

Ousmane Diakhaté, président du regroupement des acteurs du secteur de l'agro-alimentaire de Touba (RASIAT)

« Promouvoir l'huile d'arachide pour économiser 200 milliards FCFA par an »

Le Président du regroupement des acteurs de l'agro-alimentaire de Touba (RASIAT) analyse la crise latente qui secoue le secteur sénégalais de la transformation des produits agricoles particulièrement la filière arachidière.

► Propos recueillis par MLDIATTA



Quelle place occupe globalement la transformation d'un produit vital comme l'arachide au Sénégal ?

La transformation de l'arachide qui, jadis, occupait une place prépondérante dans notre économie est actuellement confrontée à de réelles difficultés. La société nationale de commercialisation des oléagi-

neux (Sonacos) qui jouait un rôle central traverse des moments difficiles à cause de la vétusté de son outil de transformation et la non rentabilité de son modèle économique. D'autres grandes sociétés comme le Complexe agro-industriel de Touba (CAIT), WAO (West African Oils) ont cessé leurs ac-

tivités. COPEOL et SSII sont réduites à des activités de sous-traitance avec la Sonacos.

Les raisons sont multiples. D'abord le décret 2010-15 qui a favorisé l'exportation de la matière première au lieu de la transformation locale, le manque de compétitivité de l'huile d'arachide par rapport aux huiles importées comme l'huile de palme... D'autres causes comme le déficit pluviométrique, la pauvreté des sols et la mauvaise qualité des semences ont eu comme conséquence la baisse de la production malgré d'énormes efforts consentis par les gouvernements successifs

La Sonacos est la principale huilerie du Sénégal, quels sont les autres acteurs de cette filière de transformation de l'arachide et quel est leur apport dans l'économie nationale ?

La transformation de l'arachide par les unités artisanales occupe une place importante dans la chaîne de valeurs par la quantité de graines triturées et le nombre d'emplois créés. L'étude monographique de la transformation non industrielle de l'arachide au Sénégal (EMTRAS) réalisée par l'ANSD permet de mieux comprendre l'importance de cette activité.

Quelles suggestions envoyer aux autorités sénégalaises afin que le pays puisse davantage moderniser la transformation des produits agricoles comme l'arachide ?

L'État doit davantage appuyer le maillon de la transformation surtout artisanale pour relever le défi de la souveraineté alimentaire en ce qui concerne l'huile comestible. Pour y arriver, des réformes sont nécessaires pour rendre compétitive l'huile issue de la transformation locale et la régulation des huiles importées. Le rôle de la Sonacos doit être revu afin de travailler avec les PME locales pour la collecte et la transformation primaire et se concentrer sur des activités pointues comme le raffinage et le conditionnement de l'huile, la recherche et le développement de la filière.

La fixation du prix de l'arachide doit être un attribut du CNIA qui doit tenir compte des intérêts de tous les acteurs. Même si dans son rôle régaliien, l'État peut accorder des subventions pour appuyer les producteurs ou les transformateurs.

L'économie du pays est contrôlée à près de 70 % par le secteur informel. Qu'est ce qu'il faudrait faire pour davantage aider ce segment important des acteurs économiques ?

Pour mieux tirer profit de la transformation primaire, l'État doit soutenir les acteurs dans leur vo-

lonté de moderniser leur outil de transformation. La formalisation et la mise à niveau sont nécessaires afin de leur permettre de participer activement dans l'économie avec la création de valeur ajoutée et d'emplois décents. La recherche du financement est aussi un défi majeur à relever.

Quelle devrait être la stratégie du Sénégal pour une transformation systématique des produits agricoles à travers la promotion de l'huile d'arachide ?

Le Sénégal importe chaque année 240 000 tonnes d'huile pour plus de 200 milliards FCFA. Ce qui constitue une sortie de devises importante. Au-delà de l'enjeu de souveraineté alimentaire, la substitution des huiles importées par l'huile d'arachide produite localement va inéluctablement contribuer à l'équilibre de notre balance commerciale. Pour y arriver l'État doit contribuer à la mise en place d'un écosystème favorable à la transformation agroalimentaire. Plusieurs défis sont à relever dont celui de la production avec des rendements qui permettront aux producteurs de titrer profit de leur labeur. La mise en place des agropoles, la réduction du coût de l'énergie une fiscalité adaptée vont contribuer au développement de l'activité de la transformation de nos produits agricoles. La recherche de financement de la campagne de commercialisation est aussi un défi majeur avec la mise à disposition de crédits à des taux d'intérêt attractifs pour permettre aux industriels de collecter les graines au démarrage de la campagne afin de se concentrer sur leur cœur de métier. Toutes ces mesures doivent être accompagnées par la régulation du marché afin conditionner les importations d'huile à la disponibilité de l'huile d'arachide produite localement.





Côte d'Ivoire

La filière cacao face au défi de la valeur ajoutée

Premier producteur mondial de cacao, la Côte d'Ivoire tire une part essentielle de ses revenus de cette filière. Mais derrière la vigueur de ses exportations se cache un enjeu stratégique : transformer davantage localement afin de capter la valeur ajoutée et de réduire sa dépendance aux fluctuations du marché international.

► Par Jesdias LIKPETE

Le cacao est bien plus qu'une culture en Côte d'Ivoire : il constitue le socle de l'économie nationale.

Avec une production annuelle oscillant entre 1,9 et 2,3 millions de tonnes, selon les chiffres de l'Organisation internationale du cacao (ICCO), le pays assure à lui seul près de 40 à 45 % de l'offre mondiale. Les revenus générés par cette manne sont considérables : en 2023, les exportations de fèves ont rapporté 2 018 milliards de francs CFA, représentant environ 40 % des recettes d'exportation du pays.

Le cacao contribue ainsi de manière significative au PIB, tout en faisant vivre plus d'un million de producteurs.

Une faible transformation locale

Pourtant, cette puissance cache une fragilité. La Côte d'Ivoire reste largement dépendante de l'exportation de fèves brutes, exposant son économie aux soubresauts des cours mondiaux. La question de la transformation locale apparaît dès lors comme un enjeu central, à la fois économique et social.

En 2019, sur plus de deux millions de tonnes produites, seulement

482 000 tonnes ont été transformées sur place, soit à peine 22 %. Cette situation illustre une faiblesse persistante dans la captation de la valeur ajoutée. Car l'essentiel des revenus générés par la chaîne cacao-chocolat échappe encore aux pays producteurs. Selon une étude de la FAO, près de 70 % de la valeur totale et 90 % des marges sont captés par les marques et les distributeurs, situés majoritairement dans les pays consommateurs. À l'inverse, l'ensemble des acteurs des pays producteurs, de la culture à l'exportation, ne perçoivent qu'environ 18,6 %

de la valeur et moins de 7,5 % des marges cumulées. Ce déséquilibre souligne l'importance stratégique de la transformation locale pour une meilleure répartition des richesses.

Des progrès sont toutefois perceptibles. Sous l'effet des politiques publiques et des investissements, le volume de cacao transformé localement a connu une progression notable ces dernières années. Entre 2019 et 2023, les exportations de produits transformés sont passées de 482 000 à 648 000 tonnes, soit une hausse d'environ 35 %. Cette dynamique traduit une montée en puissance progressive de l'outil industriel ivoirien, accompagnée d'une relative diminution des exportations de fèves brutes. Toutefois, les autorités ivoiriennes ambitionnent d'aller plus loin à l'horizon 2030. « Notre objectif est d'atteindre 50% de transformation locale à court terme pour mieux répondre aux attentes des marchés internationaux et des consommateurs en matière de traçabilité et de durabilité », a souligné le Directeur général du Conseil du Café-Cacao (CCC), Yves Brahima Koné, dans une interview parue dans le quotidien *Fraternité Matin* du 16 décembre 2024.

Pour atteindre cet objectif, le chemin reste encore long. Ce défi suppose non seulement un renforcement des capacités industrielles, mais aussi une amélioration continue du climat des affaires et une mobilisation accrue des investissements, notamment étrangers.

Une domination des acteurs étrangers

La réalité actuelle de la transformation locale demeure

dominée par de grands groupes internationaux. Cargill (États-Unis), Barry Callebaut (Suisse), Olam (Singapour), Touton et Cemoi (France) figurent parmi les principaux acteurs installés en Côte d'Ivoire. Ces multinationales, issues de capitaux américains, européens et asiatiques, contrôlent l'essentiel de la transformation locale. Elles disposent de capacités industrielles importantes et réalisent près de 99 % du chiffre d'affaires du secteur. Leur présence illustre la dépendance persistante de la filière ivoirienne aux capitaux étrangers.

Face à cette domination, les petites unités nationales peinent à trouver leur place. Leur part dans la transformation locale est estimée à moins de 5 %. Souvent limitées à des activités artisanales ou semi-industrielles, elles souffrent d'un accès restreint au financement, de faibles capacités techniques et d'une concurrence internationale écrasante. Pourtant, elles incarnent une volonté de souveraineté économique et de valorisation locale que l'État cherche à encourager. Transcao, levier national de reconquête industrielle C'est précisément l'ambition portée par Transcao, filiale du Conseil du Café-Cacao (CCC), créée en 2019 pour incarner une stratégie publique de montée en gamme de la filière.

Longtemps marginale face aux géants étrangers, Transcao change progressivement d'échelle. L'entrée, en 2025, du groupe malaisien GCB Cocoa, quatrième broyeur mondial, à hauteur de 25 % de son capital, marque un tournant majeur. Au-delà de l'apport en capitaux, ce partenariat permet à Transcao de bénéficier d'un transfert

de compétences industrielles et commerciales importantes, et de doter la Côte d'Ivoire d'un acteur national capable de rivaliser, à terme, avec les multinationales qui dominent aujourd'hui la transformation locale.

Le projet industriel porté par Transcao illustre cette ambition. Il prévoit notamment la construction de deux unités de transformation d'une capacité de 50 000 tonnes chacune, à Abidjan et à San Pedro, ainsi que des infrastructures de stockage totalisant 300 000 tonnes et un centre de formation dédié aux métiers du cacao. À travers ces investissements, il s'agit non seulement d'accroître les volumes transformés localement, mais aussi de structurer un véritable écosystème industriel autour de la filière.

Des perspectives ambitieuses pour le gouvernement ivoirien

Les perspectives affichées par le gouvernement ivoirien sont ambitieuses. Outre l'objectif de 50 % de transformation, des mesures incitatives sont mises en place : avantages fiscaux pour les investisseurs, développement de zones industrielles spécialisées et soutien accru aux PME locales. L'objectif est de faire de la Côte d'Ivoire non seulement le premier producteur mondial de cacao, mais aussi un acteur incontournable du chocolat et des produits dérivés.

Cette stratégie s'inscrit dans une logique de diversification et de résilience économique, à l'heure où les exigences de traçabilité et de durabilité deviennent des critères incontournables sur les marchés internationaux.



Congo

L'or noir, une industrialisation inachevée

Le Congo produit massivement du brut, mais en transforme encore très peu sur son territoire. Entre ambitions industrielles, montée en puissance du gaz naturel et volonté de renforcer le contenu local, le pays tente de convertir cette richesse en véritable moteur de développement.

► Par Grâce-Nature

L'industrie pétrolière constitue la colonne vertébrale de l'économie congolaise. Pour 2026, elle compte pour entre 25% et 50% du produit intérieur brut (PIB), tout en générant près de 90 % des recettes d'exportation et plus de la moitié des recettes budgétaires de l'État. À en croire le directeur général de l'économie nationale, « la production nationale devrait se stabiliser autour de 100 à 101 millions de barils, soit environ 270 000 barils par jour, malgré le déclin naturel de certains champs matures ». Les autorités affichent toutefois un objectif ambitieux : porter la production à 500 000 barils quotidiens à moyen terme grâce à l'ouverture de nouveaux champs offshore.

La filière pétrolière repose sur un partenariat entre acteurs publics et privés. La Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), entreprise publique, représente les intérêts de l'État dans les activités pétrolières. À ses côtés, plusieurs compagnies internationales, notamment TotalEnergies, Eni ou Chevron qui assurent l'exploitation des gisements à travers leurs filiales locales. Ce modèle permet d'attirer les capitaux et l'expertise technique nécessaires à l'exploitation offshore, mais il limite la captation directe de valeur par l'économie nationale. Malgré ces contraintes, les bruts congolais restent compétitifs sur le marché international. Au quatrième trimestre 2025, la moyenne fiscale des hydrocar-

bures produits au Congo s'est établie à 62,612 dollars le baril. Dans le détail, le s'est négocié à 60,665 dollars, le Nkossa Blend à 63,663 dollars, tandis que le Yombo a atteint 63,507 dollars le baril. Pour le professeur Macaire Batchy, directeur de cabinet du ministre des Hydrocarbures, « la moyenne pondérée des bruts congolais confirme la compétitivité et la robustesse de notre production dans un environnement pétrolier mondial volatil. »

Un potentiel économique encore sous exploiter

Si le Congo dispose d'importantes ressources pétrolières, la transformation locale du brut reste encore limitée. La principale infrastructure industrielle du pays dans ce domaine est

la raffinerie CORAF, située à Pointe-Noire, capitale économique du pays. Modernisée en 2015 lors de sa première phase, elle dispose aujourd'hui d'une capacité d'environ 1,1 million de tonnes par an et produit plusieurs dérivés pétroliers : essence, diesel, kérosène, gaz de pétrole liquéfié et bitume, couvrant près de 85 % de la consommation nationale en carburants. Toutefois, près de 95 % du pétrole brut congolais continue d'être exporté sans transformation, ce qui prive le pays d'une part importante de la valeur ajoutée. Cette situation oblige le Congo à importer certains produits pétroliers raffinés, générant des dépenses estimées à plusieurs milliards de francs CFA chaque année.

Une seconde phase de modernisation de la CORAF est envisagée en partenariat avec la compagnie azerbaïdjanaise SOCAR. Celle-ci prévoit la mise en place d'unités de conversion capables de transformer les résidus lourds en produits pétroliers légers à plus forte valeur commerciale. « Une raffinerie

moderne nécessite une unité de conversion permettant de valoriser les produits lourds. Nous travaillons avec SOCAR afin de lancer cette nouvelle phase », explique Patrice Koffi Yao, directeur général adjoint de la CORAF.

Le renforcement de la participation nationale dans le secteur est aussi au programme des autorités. Selon les récentes données du ministère des Hydrocarbures, 36 % des contrats pétroliers sont désormais attribués à des entreprises congolaises soutenues par des programmes de formation et de transfert de compétences. La création, en 2022, d'un Institut africain du pétrole à Pointe-Noire vise également à former une nouvelle génération d'ingénieurs et de techniciens spécialisés.

Dans une perspective de diversification énergétique, le Congo mise aussi sur le développement du gaz naturel liquéfié (GNL). Le projet Congo LNG, piloté par la compagnie italienne Eni, permettrait d'atteindre une production gazière de 3 millions de tonnes par an. Les recettes

gazières pourraient atteindre près de 81 milliards de francs CFA dès 2026, offrant au pays une nouvelle source de revenus. Malgré ces perspectives, la filière reste confrontée à plusieurs défis structurels : dépendance aux fluctuations des prix internationaux, déclin de certains champs matures, industrialisation encore limitée et endettement public élevé. Pour Innocent Dimi, économiste et financier, une transformation plus ambitieuse de la SNPC « pourrait permettre à l'État de capter davantage de valeur dans la chaîne pétrolière. Si la compagnie nationale devenait un véritable opérateur capable de produire 80 000 barils par jour, elle pourrait générer près de 900 milliards de francs CFA de revenus annuels ».

L'enjeu des prochaines années sera donc de passer d'une économie d'exportation de matières premières à une industrie énergétique intégrée, capable de transformer localement ses ressources et de créer davantage d'emplois, de compétences et de valeur ajoutée sur le territoire national.





Togo

Phosphate, défis d'une transformation locale

Exploité principalement dans la région maritime, autour de Hahotoé-Kpogamé, le phosphate naturel constitue l'un des piliers de l'économie togolaise. Longtemps exportée à l'état brut, cette ressource est aujourd'hui au cœur d'une stratégie gouvernementale visant à accroître sa valeur ajoutée locale.

► Par Dorcas Davier AHOUGAN

La filière phosphate au Togo est historiquement dominée par l'exploitation de gisements sédimentaires marins découverts au début du XXe siècle. La particularité du phosphate togolais réside dans sa qualité, ce qui en fait un produit recherché sur le marché international, notamment pour la fabrication d'engrais. Le principal acteur de cette filière est la Société nouvelle des phosphates du Togo (SNPT) qui gère l'essentiel de l'extraction et de la commercialisation.

L'importance de cette ressource est telle qu'elle structure une partie significative des relations commerciales du pays. Elle est le premier produit d'exportation du Togo, devant les produits agricoles comme le soja ou le

coton, et les autres produits miniers comme le clinker.

La production de phosphate naturel est un indicateur clé de la santé du secteur minier togolais. Selon les dernières données validées par les autorités et les organisations internationales, le Togo a atteint des niveaux de production notables. En 2024, selon l'atelier national du Groupe de travail technique sur les engrais (GTTE), la production de phosphate naturel s'est élevée à 1,49 million de tonnes.

Un produit d'exportation majeur

Cette production est intégralement destinée à l'exportation, confirmant le rôle du Togo comme un fournisseur majeur sur le marché ouest-africain et mondial. Cette dynamique se reflète dans les données trimes-

trielles de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED).

Les performances à l'exportation du phosphate togolais témoignent de son poids stratégique dans l'économie nationale. Au deuxième trimestre 2025, le Togo a exporté 218 911 tonnes de phosphate, générant des recettes de 23,1 milliards de FCFA, ce qui représentait alors 10,3 % de la valeur totale des exportations du pays. Cette dynamique s'est accélérée au trimestre suivant. Sur la seule période du troisième trimestre 2025, les exportations destinées à l'Inde, premier acheteur de phosphate togolais, ont atteint environ 455 000 tonnes, pour une valeur de 55,2 milliards de FCFA. À elles seules, ces ventes

vers l'Inde ont constitué 21,3 % de l'ensemble des exportations togolaises, illustrant à la fois la concentration des débouchés et l'importance vitale de cette filière pour les recettes en devises du pays.

Poids de la filière dans le PIB et l'économie nationale

Le poids exact de la filière phosphate dans le PIB est difficile à isoler, car il est intégré dans la part de l'industrie (21,3 % du PIB en 2023). Cependant, plusieurs indicateurs permettent d'évaluer son importance stratégique. La contribution aux recettes d'exportation est l'indicateur le plus parlant. Sur les neuf premiers mois de 2025, les exportations de phosphate ont représenté une part considérable des revenus du pays. Sur le T2 2025, le phosphate représentait à lui seul 10,3 % de la valeur totale des exportations du Togo, ce qui en fait de loin le premier produit d'exportation national.

Bien que l'agriculture emploie 60 % de la population active, sa contribution au PIB (20 %) et aux exportations est inférieure à son poids social. La filière phosphate, avec un nombre d'emplois bien moindre, génère des revenus d'exportation concentrés et immédiats. Exemple, au deuxième trimestre 2025, les recettes d'exportation du phosphate (23,1 milliards FCFA) étaient supérieures à celles de l'huile de palme raffinée (6,5 % des exports), deuxième produit agro-industriel.

Le processus de transformation

Pendant des décennies, le modèle économique de la filière reposait sur l'extraction et l'exportation du minerai

brut. Le processus traditionnel commence par l'extraction du minerai dans les carrières à ciel ouvert. Le phosphate brut est ensuite concassé, broyé, lavé et séché pour éliminer les impuretés (argiles, sables) et obtenir un produit marchand, le phosphate naturel. Ce phosphate peut également être calciné pour améliorer sa teneur. Cependant, le Togo a engagé une mutation profonde de son industrie pour capter davantage de valeur ajoutée.

La grande ambition du Togo est de passer du statut d'exportateur de matière première à celui de producteur d'intrants chimiques. C'est l'objectif du projet de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA). L'idée est de produire localement des engrais (comme les phosphates d'ammonium) et de l'acide phosphorique, qui ont une valeur marchande bien supérieure. L'exploitation minière génère des déchets (boues, stériles) qui ont un impact environnemental négatif. La recherche togolaise explore des pistes innovantes pour valoriser ces sous-produits. Des études, notamment à l'Université de Lomé, ont montré qu'il est possible de synthétiser de l'hydroxyapatite à partir des phosphates de Hahotoé-Kpogamé. Ce matériau peut être utilisé pour la dépollution de l'eau ou

comme support de catalyseur. D'autres recherches portent sur la transformation des boues de phosphate en agrégats légers pour le secteur de la construction ou l'agriculture.

Défis et perspectives

La filière phosphate togolaise fait face à des défis majeurs. La volatilité des cours mondiaux impacte directement la rentabilité du secteur. La concurrence des engrais synthétiques moins chers et des autres pays producteurs (comme le Maroc) est rude. De plus, les infrastructures vieillissantes et les préoccupations environnementales liées à l'exploitation minière nécessitent des investissements constants. Toutefois, les perspectives sont prometteuses. La stratégie de transformation locale portée par l'État, avec le soutien du FMI et de la Banque mondiale, vise à augmenter la valeur ajoutée. L'objectif est de produire des engrais sur place pour soutenir l'agriculture ouest-africaine et d'exporter des produits finis. La demande internationale reste forte, comme en témoigne la recherche de contrats à long terme par l'Inde. Enfin, l'innovation dans la valorisation des déchets ouvre des perspectives pour une industrie plus durable et diversifiée.





Le Conseil du Café-Cacao



COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE (CMU) DES PRODUCTEURS DE CAFÉ-CACAO

Chers producteurs de café-cacao,
sur présentation de votre carte du producteur,
bénéficiez de la Couverture Maladie
Universelle (CMU) **gratuitement !**

- 100% de prise en charge
par Le Conseil du Café-Cacao
- O F CFA à payer
- Soins gratuits dans tous
les centres de santé agréés
de la CMU



Infoline 

800 00 900 / 27 20 20 27 05



Financement des PME

Proparco octroie une garantie ARIZ à NSIA Banque Bénin

Pour accroître le financement des PME béninoises, Proparco a accordé à NSIA Banque Bénin une ligne de garantie de portefeuille avec partage de risque ARIZ.

► Par Ronie Floride AGAMMA

Faire des PME un moteur essentiel de croissance inclusive et durable au Bénin. Tel est l'objectif poursuivi par Proparco. L'institution fran-

çaise de financement a octroyé, mercredi 25 février 2026, une ligne de garantie de portefeuille avec partage de risque ARIZ à NSIA Banque Bénin afin de soutenir la croissance des PME

dans le pays.

D'un montant total de 20 millions d'euros, soit 13,1 milliards de FCFA, cette garantie permet à NSIA d'octroyer davantage de prêts, garantis à hauteur d'au



volonté de la France de soutenir l'entrepreneuriat africain et le développement d'un secteur privé dynamique à l'échelle du continent. « La signature de cette nouvelle garantie de portefeuille avec NSIA est une confirmation de l'engagement de Proparco à accompagner le Bénin dans sa dynamique de croissance économique en grande partie portée par des PME structurantes ayant un impact fort en matière de création d'emplois et de valeur », a précisé El-Hadj Moustapha Ibrahim-Malloum, directeur régional adjoint Afrique de l'Ouest de Proparco.

Booster l'engagement en faveur des TPME

Porté par le groupe AFD (Agence française de développement) et déployé par Proparco, le mécanisme ARIZ constitue un levier structurant destiné à inciter les institutions financières partenaires à renforcer leur engagement en faveur des TPME, moteur essentiel d'une croissance inclusive et durable.

Selon le directeur général de NSIA Banque Bénin, Anicet Okoma, ce partenariat conforte la solidité de l'institution et traduit la confiance d'un acteur international majeur envers la vision et l'engagement de la banque en faveur du financement de l'économie béninoise. « Grâce à cette garantie, NSIA Banque Bénin pourra offrir des solutions de financement mieux adaptées, plus compétitives et conçues pour soutenir la croissance, l'innovation et la création d'emplois », a-t-il souligné.

À travers ce partenariat, Proparco réaffirme sa stratégie en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat et de l'élargissement de l'accès aux opportunités économiques. L'initiative contribue à la réalisation de l'Objectif de développement durable n° 8, qui promeut le travail décent et la croissance économique. Elle renforce l'ambition du gouvernement du Bénin de consolider le tissu économique à travers diverses réformes et dispositifs d'appui aux PME.

moins 50 %, à des petites et moyennes entreprises issues de secteurs stratégiques de l'économie béninoise. Ce dispositif atténue le risque supporté par la banque et favorise l'élargissement de l'accès à des financements adaptés aux besoins des entreprises.

L'opération s'inscrit dans le cadre de l'initiative française « Choose Africa », qui traduit la



Responsabilité sociétale des entreprises

MINDO CONSULTANTS dédie tout un semestre au développement durable

De janvier à juin 2026, MINDO CONSULTANTS consacre six mois complets à la RSE et au développement durable, à travers un programme inédit mêlant formations, webinaires, diagnostic stratégique et forum, qui englobera les traditionnelles Rencontres de la RSE.

► Par Samuel M. GBESSI



Une séance de formation animée par Mindo Consultants

Un semestre dédié à la RSE et au développement durable : c'est l'option retenue cette année par le cabinet MINDO CONSULTANTS, en lieu et place du lancement de la huitième édition des Rencontres de la RSE. Le Semestre de Développement Durable (SDD Bénin), couvrant le premier semestre de l'année 2026, se décline en une série d'activités composée de formations internes, de webinaires thématiques, d'un forum de deux jours (les 25 et 26 juin 2026) et d'une cérémonie de

remise des Trophées RSE/ODD.

Le Pack Diagnostic Stratégique RSE, une offre spéciale

Une offre spéciale vient enrichir les activités du Semestre de Développement Durable : le Pack Diagnostic Stratégique RSE. Conçu en partenariat avec le cabinet « La Pépinière », il constitue un véritable point de départ pour toute entreprise souhaitant structurer sa démarche RSE.

En effet, de nombreuses entreprises mènent déjà des actions relevant de la RSE, sans en être pleinement conscientes ou sans les formaliser. D'autres nour-

rissent des intentions sincères, mais rencontrent des difficultés à structurer leur démarche. Ce pack permet ainsi d'évaluer leur niveau d'engagement, d'identifier leurs marges de progression et d'ouvrir l'accès à de nouvelles opportunités en matière de financement, d'attractivité des talents et de crédibilité auprès des partenaires.

Passer d'une RSE déclarative à une RSE vécue, intégrée et partagée

L'un des leviers les plus déterminants pour une formalisation solide et durable de la RSE reste la formation. L'équipe de MINDO CONSULTANTS se déplace directement dans les locaux des entreprises afin d'animer des sessions adaptées à leurs réalités et à leurs besoins spécifiques. Cette approche favorise une meilleure harmonisation des informations au sein des organisations et contribue à instaurer une ambiance propice à une bonne assimilation lors des formations.

Pour toute information complémentaire sur le Semestre de Développement Durable et les activités prévues, contactez MINDO CONSULTANTS (Tél. : +229 01 97 30 43 83).



Sénégal

L'écotourisme, un potentiel économique encore sous-exploité

Entre parcs naturels, réserves de biosphère et territoires riches en biodiversité, le Sénégal possède de solides atouts pour développer l'écotourisme. Un potentiel qui demeure pourtant encore largement sous-exploité.

► Par Alioune KANE

Longtemps identifié comme une destination balnéaire en Afrique de l'Ouest, le Sénégal possède un patrimoine naturel capable de soutenir un modèle touristique plus durable et diversifié. Dans un contexte mondial marqué

par l'essor du tourisme responsable, l'écotourisme apparaît comme une opportunité stratégique pour le pays.

En 2024, les recettes touristiques du Sénégal sont estimées à près de 795 milliards de francs CFA, contre 427 milliards en 2019, dernière année de référence

avant la pandémie de Covid-19, selon les données du ministère du Tourisme. Cette progression témoigne du dynamisme d'un secteur qui constitue l'un des leviers de l'économie nationale. Un secteur clé pour l'économie. Le tourisme occupe une place importante dans l'économie sé-



négalaise. Selon le World Travel & Tourism Council (WTTC). Il représente environ 9 % du produit intérieur brut (PIB) et génère plus de 368 000 emplois directs et indirects dans le pays.

Au-delà de l'hôtellerie et de la restauration, le secteur stimule plusieurs activités économiques telles que le transport, l'artisanat, la pêche ou l'agriculture. L'écotourisme, en particulier, permet de mieux valoriser les ressources naturelles tout en impliquant les communautés locales dans la gestion et l'exploitation des activités touristiques.

Un patrimoine naturel riche

Le Sénégal dispose d'un patrimoine naturel propice au dé-

veloppement de l'écotourisme. Plusieurs sites attirent déjà des visiteurs à la recherche d'expériences proches de la nature, notamment le Parc national du Niokolo-Koba, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, ou encore le Delta du Saloum, reconnu pour sa biodiversité et ses paysages de mangroves.

Ces zones offrent de nombreuses activités écotouristiques, allant de l'observation de la faune à la découverte des écosystèmes locaux, en passant par les circuits de pirogue et les séjours dans des campements écologiques.

Pour Amadou Ba, ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, l'écotourisme

constitue un pilier stratégique pour la diversification de l'offre touristique nationale. Sa vision repose notamment sur la valorisation du patrimoine naturel et culturel, le développement durable et l'implication des communautés locales dans les activités touristiques. L'objectif est de développer des produits innovants et respectueux de l'environnement afin de renforcer l'attractivité du Sénégal et de générer davantage d'emplois durables dans les territoires.

Des retombées pour les économies locales

Dans certaines régions du pays, l'écotourisme contribue à soutenir les économies locales. Les



campements écotouristiques, les circuits de découverte et les activités de guidage permettent à de nombreuses communautés de tirer des revenus de la valorisation de leur environnement naturel.

Dans le Delta du Saloum, ces activités génèrent des opportunités d'emploi pour les guides, les piroguiers et les acteurs de l'artisanat local. Adama Diouf, président du Syndicat d'initiative, antenne de Fimla dans le Delta du Saloum et guide local, joint par téléphone, souligne toutefois que plusieurs difficultés freinent encore le développement du secteur.

Selon lui, l'organisation compte 60 guides officiellement reconnus, auxquels s'ajoutent une trentaine d'autres guides ne disposant pas encore de cartes professionnelles. Une situation qui, d'après lui, montre la nécessité de mieux structurer et formaliser le secteur afin de sécuriser les activités et créer davantage d'emplois locaux.

Il alerte également sur les effets du changement climatique, qui commencent à affecter les mangroves, un écosystème essentiel pour la biodiversité et pour l'attractivité touristique de la zone. « Les mangroves sont au cœur de notre activité. Elles attirent les visiteurs et permettent à plusieurs familles de vivre grâce au guidage touristique et aux activités de pirogue », explique-t-il. Adama Diouf évoque aussi l'insuffisance et la vétusté des pirogues utilisées dans les campements écotouristiques. Une situation qui limite la capacité d'accueil des visiteurs, notamment pendant les périodes de forte affluence touristique.

Cette contrainte a un impact direct sur les revenus des acteurs

locaux, notamment les guides, les piroguiers et les gestionnaires de campements.

Pour y remédier, il appelle les autorités à soutenir la modernisation des équipements et la formation des jeunes piroguiers, afin de renforcer les activités écotouristiques et favoriser l'insertion professionnelle.

« Nous avons déjà formé une vingtaine de jeunes piroguiers. L'objectif est qu'ils puissent exercer légalement et contribuer au développement économique de la zone », indique-t-il.

Un marché mondial en expansion

À l'échelle internationale, l'écotourisme connaît une croissance soutenue. Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le tourisme international a retrouvé en 2024 près de 1,4 milliard de voyageurs, soit environ 99 % du niveau enregistré avant la pandémie.

Par ailleurs, plusieurs études estiment que le marché mondial de l'écotourisme pourrait dépasser 600 milliards de dollars d'ici 2034, porté par la demande croissante pour des voyages plus

responsables et respectueux de l'environnement.

Dans ce contexte, les pays disposant d'un patrimoine naturel riche et préservé pourraient tirer un avantage compétitif important.

Transformer le potentiel en moteur de croissance

Pour le Sénégal, l'enjeu consiste désormais à transformer ce potentiel en véritable levier de développement économique. Cela passe notamment par le renforcement des infrastructures, la structuration des acteurs locaux et la promotion internationale des destinations écotouristiques.

Soutenu par des politiques publiques adaptées et par l'engagement des communautés locales, l'écotourisme pourrait contribuer à la création d'emplois durables, à la préservation des écosystèmes et au développement des territoires.

Dans un contexte de transition vers des modèles économiques plus durables, ce segment apparaît ainsi comme une opportunité stratégique pour l'avenir du tourisme sénégalais.





Cybersécurité en Afrique

L'angle mort de la transformation numérique

Pour une transformation numérique inclusive et durable à l'échelle africaine, il est important pour les gouvernements, les entreprises et les acteurs de la société civile de renforcer la culture de cybersécurité.

► Par Kevin da SILVA

Une enquête téléphonique menée par Afrobaromètre dans sept pays africains révèle

que les adultes sont de plus en plus connectés, mais que la sécurité numérique reste insuffisante. L'étude, réalisée entre septembre et novembre 2024

en Angola, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Nigéria, au Sénégal et en Tanzanie, met en avant d'importantes lacunes en matière de culture numérique.



84 % des adultes interrogés accèdent à Internet « tous les jours » ou « quelques fois par semaine ». Les téléphones portables sont le principal moyen d'accès pour 85 % des répondants, les jeunes adultes (18-35 ans) étant les utilisateurs les plus assidus (87 %). Les réseaux sociaux jouent un rôle central dans l'information, avec 82 % des répondants qui s'informent régulièrement via ces plateformes, tandis que la moitié consulte d'autres sites Internet. Malgré cette connectivité croissante, plus de la moitié (52

%) des adultes se déclarent préoccupés par la sécurité de leurs données et 81 % considèrent leur téléphone portable comme l'appareil le plus vulnérable.

Une faible connaissance des outils de protection

L'enquête révèle un déficit de connaissances et de pratiques sécuritaires. Seul un tiers des répondants (32 %) se disent familiers avec les outils permettant de protéger leur vie privée en ligne. L'usage effectif des mesures de sécurité reste limité. 72 % utilisent des mots

de passe forts, mais seulement 33 % ont recours à l'authentification à deux facteurs, 30 % utilisent un antivirus et 21 % se servent du VPN. Les disparités sont notables selon les pays. Par exemple, seul 52 % des Béninois déclarent utiliser des mots de passe forts, contre une moyenne plus élevée dans la région. Ces chiffres indiquent que malgré une adoption massive d'Internet, les pratiques de cybersécurité restent incohérentes et insuffisantes.

Des sources d'information dominées par l'informel

Les Africains s'appuient majoritairement sur des sources informelles pour s'informer sur la sécurité numérique. Au total, 62 % consultent leurs amis ou leur famille et 60 % les réseaux sociaux. Les ressources plus structurées, telles que les tutoriels en ligne (48 %), les articles de presse (32 %) ou les formations professionnelles (29 %), sont moins utilisées, limitant l'accès à des conseils fiables et pratiques.

Ces résultats illustrent un double enjeu pour l'Afrique, la forte connectivité ouvre des opportunités économiques et sociales, mais la vulnérabilité numérique pourrait freiner la confiance des utilisateurs et exposer les citoyens à des risques de fraude ou de vol de données. Afrobaromètre souligne la nécessité d'une éducation ciblée et de ressources accessibles afin de garantir que l'empreinte numérique croissante du continent soit à la fois sécurisée et émancipatrice.



Production cotonnière

Le Top 5 en Afrique

La filière cotonnière est un pilier économique fondamental pour de nombreux pays du continent surtout dans la zone ouest-africaine. Entre performance et rendement à l'hectare, le rapport mensuel sur le marché mondial du coton du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) présente un panorama sur la productivité de cette filière.

► Par Ronie Floride AGAMMA

Le Cameroun, première économie de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), tient la tête du peloton du Top 5 des grands producteurs de coton en Afrique avec le rendement cotonnier le plus élevé.

Selon l'USDA, le pays affiche une production de 1,54 tonne par hectare en 2023 surpassant l'Inde (0,85 t/ha) et la moyenne ouest-africaine (~0,54 t/ha). En d'autres termes, ce chiffre représente plus que le double de la moyenne enregistrée par l'ensemble des cinq principaux

producteurs d'or blanc d'Afrique de l'Ouest (0,54 t/ha) et la production du numéro 2 au niveau mondial (l'Inde). Au-delà d'une adaptation climatique favorable, cette performance du Cameroun s'explique par le respect rigoureux des cahiers des charges agricoles,

une utilisation judicieuse des intrants comme les engrais, une sélection technique des semences et une lutte efficace contre les ravageurs, ainsi que des dispositifs de crédit bien ciblés pour les agriculteurs répondant à des critères de productivité. Le rapport de l'USDA met également en lumière, une hausse des ventes à l'exportation et des défis liés aux prix, avec des prévisions de baisse de la production mondiale pour la saison 2026/2027.

Après le Cameroun, vient l'Ouganda avec une production de 1,51 t/ha. Ce pays est suivi de près par le Soudan (1,36 t/ha), l'Égypte (0,96 t/ha) et le Bénin (0,73 t/ha). Avec un tel rendement, ce dernier domine l'Afrique de l'Ouest en productivité cotonnière. D'après l'étude, le Bénin caracole la tête de la productivité régionale grâce à la campagne 2023-2024, où, il a récolté 637 697 tonnes de coton graine. Il devient ainsi, un acteur central de la filière en Afrique de l'Ouest, devant le Nigeria (0,56 t/ha), le Mali (0,53 t/ha), le Burkina

Faso (0,46 t/ha) et la Côte d'Ivoire (0,44 t/ha).

Du peloton de tête régional au défi mondial

Face aux marchés mondiaux du coton de plus en plus compétitifs, le rapport mensuel du Département américain de l'agriculture (USDA) publié en décembre 2025 éclaire sur une réalité contrastée pour l'Afrique de l'Ouest. En termes de volumes et de poids, elle reste incontournable mais encore loin des standards mondiaux où, la qualité et le coût de production deviennent des critères essentiels.

Il est donc urgent pour les pays ouest-africains d'intensifier leurs efforts pour améliorer les intrants agricoles, les systèmes d'irrigation, les pratiques de lutte contre les ravageurs et la formation technique des agriculteurs afin de rivaliser avec les leaders mondiaux. Ces améliorations sont essentielles pour la croissance économique intérieure des économies comme le Bénin, le Mali, le

Burkina Faso ou la Côte d'Ivoire, mais aussi pour leur permettre, de participer plus activement à la chaîne de valeur mondiale du coton. Il est d'autant plus important pour eux, d'attirer des investissements, soutenant leurs industries textiles locales et contribuant à une intégration économique régionale plus forte.

Si le Bénin s'est déjà lancé dans un processus de transformation local avec l'installation de la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), les enjeux sont d'autant plus importants pour cette économie et les autres de la région de transformer cette fibre blanche en moteur durable de croissance économique inclusive. Il s'agira désormais de classer la filière dans l'espace ouest-africain non comme de simples rendements mais comme un indicateur direct de compétitivité et de capacité à générer des revenus durables pour les petites exploitations qui constituent l'essentiel de la production cotonnière en Afrique de l'Ouest.





► Par Noël YAO

S'unir pour construire...

Le 39e Sommet de l'Union africaine s'est achevé le 15 février 2026 à Addis-Abeba par l'appel du président en exercice sortant Joao Lourenço (Angola) à ne plus accepter le « blanchiment » des coups d'État, putschs, rébellions... sur le continent. Le tonnerre d'applaudissements qui a salué son intervention indique l'adhésion de nombreux chefs d'État et de gouvernement à ne plus tolérer ou se satisfaire de l'imposture autant que du « dol » des transitions politiques post-putschs pour servir sur un plateau le pouvoir d'État à quelques galonnés et « braqueurs » en uniformes.

En Afrique, un fait est là aussi odieux que toxique. Pendant que le continent continue de courir après son unité et son intégration globale, c'est le braquage du pouvoir d'État par des hommes en armes qui se font ensuite « élire » ou adouber pour occuper les palais présidentiels et s'y installer à moindres frais. Grâce à leurs Kalachnikov et à la peur généralisée imposée au peuple tout entier. À Addis-Abe-

ba, l'Afrique réunie a dit non à cette mascarade ou supercherie politico-institutionnelle. Il faut tourner le dos à cette « contrefaçon » et à cette filouterie.

Si cela doit être bien entendu intégré dans les mœurs politiques de notre Afrique toujours en quête de rassemblement, il va sans dire que la gouvernance dans nos pays doit être améliorée, moderne, exemplaire et efficace afin de ne point continuer à « tenter le diable » putschiste. Qu'il s'agisse des conflits inter-gouvernementaux, des rebellions et de toute la malencontreuse déstabilisation sur le continent, la cause essentielle et dominante reste et demeure la mauvaise gouvernance et la gestion chaotique, scandaleuse et kleptocratique sur le plan économique, social, politique voire culturel.

Pour favoriser et réussir une vraie et efficiente unité, intégration telle que le voulaient les pères fondateurs de l'OUA (Organisation de l'Unité africaine) devenue UA (Union Africaine), que l'on se souvienne du cri de cœur du champion du panafricanisme OSASYFO Dr Kwame

Nkrumah du Ghana qui n'avait eu de cesse d'en appeler au regroupement des nouveaux États africains !

Aujourd'hui, près de sept décennies après la libération du joug colonial, les blocages et obstacles dus à la mauvaise gouvernance, au défi démocratique amené par les coups d'État à répétition, les rebellions des maquisards, des élections truquées... freinent le développement harmonieux et l'intégration continentale.

En ce XXIe siècle où l'on assiste à une recomposition de l'espace planétaire et à une mise en place d'un nouvel ordre (d'aucuns ironisent en parlant de nouveau « désordre mondial »), l'exigence de la bonne gouvernance et du rayonnement démocratique doit être le moteur de l'intégration voulue et recherché depuis le début des indépendances africaines. Aujourd'hui, l'ultime démarche africaine, voire panafricaine, se résume à un seul slogan : « mieux s'unir pour mieux construire » l'Afrique de nos rêves, de nos pères et de nos enfants.



Une Référence Internationale



UN HUB PORT EN AFRIQUE



E-mail: info@paa.ci - Site Web: www.portabidjan.ci - Facebook: [portabidjan](https://www.facebook.com/portabidjan)



SportCash
Osez Gagner!

JUSQU'À
140%
BONUS OFFERT*

RENTRE BOULÉ AVEC
**BONUS
COMBINÉ**



Rendez-vous sur www.sportcash.net et dans
tous les points de vente SPORTCASH

* Voir les conditions sur le site www.sportcash.net



f SportCash Officiel
www.sportcash.net
www.lonacionline.ci
© 9900

ON A TOUS
UNE BONNE
RAISON DE JOUER

LONACI
LOTÉRIE NATIONALE DE CÔTE D'IVOIRE